



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



2023

JANVIER 2023

PROGRAMME DE TRAVAIL

Abréviations

Abena	Étude alimentation et état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire
AcVC	Accident de la vie courante
AFPA	Association française de pédiatrie ambulatoire
Anses	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail
ALD	Affection longue durée
ANRS	Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales
ANSM	Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé
AP-HP	Assistance Publique - Hôpitaux de Paris
APPA	Association pour la prévention de la pollution atmosphérique
ARA	Auvergne-Rhône-Alpes
ARS	Agence régionale de santé
Asef	Fondation Asie-Europe
AVC	Accident vasculaire cérébral
AVI	Années vécues avec de l'incapacité
BEH	Bulletin épidémiologique hebdomadaire (Santé publique France)
BQA	Bulletin quotidien des alertes (Santé publique France)
BS	Baromètre santé (Santé publique France)
BSP	Bulletin de santé publique
CAT	Comité d'appui thématique
CCLAT	Convention Cadre pour la Lutte Antitabac (OMS)
CCNE	Comité consultatif national d'éthique
CDSS	Commission des déterminants sociaux de la santé
CED	Comité d'éthique et de déontologie
CépiDC	Centre d'épidémiologie des causes médicales de décès
CER	Comité d'évaluation des registres
CES	Comité d'expert scientifique
CHU	Centre hospitalier universitaire
CIM	Classification internationale des maladies (<i>ICD International Classification of Diseases</i>)
CLS	Contrat local de santé
Cnam	Conservatoire national des arts et métier
CNR	Centre national de référence
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
COD	Comité d'orientation et de dialogue (Instance de Santé publique France)
Comede	Comité pour la santé des exilés
Confeado	Étude nationale sur la manière dont les 9-16 ans ont vécu le confinement dans le contexte épidémique de la Covid-19
Coset	Cohortes pour la surveillance épidémiologique en lien avec le travail
CoviPrev	Enquête pour suivre l'évolution des comportements et de la santé mentale pendant l'épidémie de Covid-19
CRCDC	Centres régionaux de coordination des dépistages des cancers
CRM	<i>Customer Relationship Management</i>
CTV	Commission technique des vaccinations
DGAI	Direction générale de l'alimentation
DALYs	<i>Disability Adjusted Life Years</i> - Espérance de vie corrigée de l'incapacité
DGS	Direction générale de la santé
DNUM	Direction du numérique (des ministères sociaux)
Drees	Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques
DGOS	Direction générale de l'offre de soins (ministère de la santé)
DROM	Département et région d'outre-mer
ECDC	<i>European Centre for Disease Prevention and Control</i> - Centre européen de prévention et de contrôle des maladies
EDI	<i>European Deprivation Index</i> - Indice écologique de défavorisation

EHESP	École des hautes études en santé publique
Ehpad	Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
Emergen	Systèmes de surveillance génomiques des variants du SARS-CoV-2
EMS	Établissements médico-sociaux
ENDB	Entrepôt national des données biologiques
ENP	Enquête nationale périnatale
Entred	Échantillon national témoin représentatif des personnes diabétiques
EpiCov	Épidémiologie et Conditions de vie liées au Covid-19 (Enquête nationale)
EPIET	<i>European Programm for Intervention Epidemiology Training</i>
Épifane	Épidémiologie en France de l'alimentation et de l'état nutritionnel des enfants pendant leur première année de vie
Epiter	Association pour le développement de l'épidémiologie de terrain
EPST	Établissement public à caractère scientifique et technologique
EQIS	Évaluation quantitative de l'impact sur la santé
ERAS	Enquête Santé-Sexualité-Prévention « Rapport au sexe »
ES	Établissement de santé
ESMS	Établissements et services médico-sociaux
EuroHealthNet	Partenariat à but non lucratif d'organisations, d'agences et d'organes statutaires travaillant pour contribuer à une Europe plus saine en promouvant la santé et l'équité en matière de santé entre et au sein des pays européens
Fdep	Indice de défavorisation sociale
Fnasat	Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les Gens du voyage
Francim	France Cancer Incidence et Mortalité
FVR	Fièvre de la vallée du Rift
GISAID	<i>Global Initiative on Sharing Avian Influenza Data</i>
GBG	<i>Good Behavior Game</i>
GEPP	Groupe d'échanges et de pratiques professionnelles
Geres	Groupe d'étude sur le risque d'exposition des soignants aux agents infectieux
HAS	Haute Autorité de santé
HCL	Hôpitaux civils de Lyon
HDR	Habilitation à diriger les recherches
HERA	<i>Health Emergency Response Authority</i> (Autorité européenne pour la préparation et la réponse aux urgences sanitaires)
HTA	Hypertension artérielle
IANPHI	Association internationale des instituts nationaux de santé publique
Icaps	Intervention auprès des collégiens centrée sur l'activité physique et la sédentarité
IDEA	Cours international d'épidémiologie appliquée (EHESP)
IdF	Île-de-France
IFB	Institut français de bio-informatique
IHAB	Initiative hôpital ami des bébés
IHU	Institut hospitalo-universitaire
INCa	Institut national du cancer
Inra	Institut national de la recherche agronomique (devenu INRAE en 2020)
INRAE	'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Inserm	Institut national de la santé et de la recherche médicale
Inspq	Institut national de Santé publique du Québec
IRESP	Institut pour la recherche en santé publique
Irdes	Institut de recherche et documentation en économie de la santé
Isped	Institut de santé publique, d'épidémiologie et de développement
ISS	Inégalité sociale de santé
IST	Infections sexuellement transmissibles
ISTS	Inégalités sociales et territoriales de santé
IUPES	Union internationale pour la promotion et l'éducation à la santé
JATC2	<i>Joint Action on Tobacco Control</i>

LNR	Laboratoires nationaux de référence
LS	Littératie en santé
MCP	Maladies à caractère professionnel
MCV	Maladies cardio-vasculaires
Mildeca	Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
MSA	Mutualité sociale agricole
NRBC	Nucléaire, radiologique, biologique et chimique
NRBC-E	Nucléaire, radiologique, biologique, chimique, explosifs
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFB	Office français de la biodiversité
OFDT	Observatoire français des drogues et des toxicomanies
OIE	<i>World Organisation for Animal Health</i> - Organisation mondiale de la santé animale
OMS	Organisation mondiale de la santé
Onaps	Observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité
PARC	<i>Partnership for the Assessment of Risk from Chemicals</i>
Pestiriv	Étude pour mieux connaître l'exposition aux pesticides des personnes vivant en zones viticoles et non-viticoles
PMSI	Programme de médicalisation du système d'information
PMSI MCO	Programme de médicalisation du système d'information de court séjour Médecine, Chirurgie, Obstétrique
Pnacc	Plan national d'adaptation au changement climatique
PNNS	Plan national nutrition santé
PPS	Prévention et promotion de la santé
PrEP	Prophylaxie pré-exposition
Primo	Surveillance et prévention de la résistance aux antibiotiques et des infections associées aux soins en soins de ville et secteur médico-social
Prisca	Perception du risque sanitaire, connaissances adaptations et attentes) des populations vivant autour d'une ancienne fonderie de métaux non-ferreux Projet régional de santé
PRS	
Psas	Programme de surveillance air et santé
PST	Plan santé travail
RDSU	Résumés des données des structures d'urgences (format de données)
Reflis	Réseau francophone de littératie en santé
ReTEx	Retour d'expérience
RGPD	Règlement général sur la protection des données
SACADA	Étude sur la transmission de SARS-CoV-2 dans les ateliers préparant des denrées alimentaires - focus sur les ateliers de transformation des viandes
Sapris	Santé, perception, pratiques, relations et inégalités sociales en population générale pendant la crise Covid-19. Étude créée en 2020 et réunissant quatre grandes cohortes françaises (E3N/E4N, Constances, Nutrinet santé et Elfe et Epipage) totalisant plus de 600 000 personnes pour offrir à l'Inserm et à ses partenaires un outil d'étude des conséquences épidémiologiques et sociales de la crise sanitaire
SF2H	Société française d'hygiène hospitalière
SI	Système d'information
SI-DEP	Système d'Information de dépistage populationnel (national)
SI-ESMS	Système d'information qui vise à mettre à disposition des établissements et services médico-sociaux (ESMS) d'un dossier usager informatisé interopérable avec les solutions numériques régionales
SI-SAMU	Système d'information du service d'aide médicale urgente
SNDS	Système national des données de santé
SNSPE	Système national de surveillance des plombémies de l'enfant
Spares	Mission nationale de surveillance et prévention de l'antibiorésistance en établissement de santé
SurSaUD®	Système français de surveillance sanitaire des urgences et des décès

Tiac	Toxi-infection alimentaire collective
TSA	Trouble du spectre de l'autisme
UMR	Unité mixte de recherche
Unicef	Fonds des Nations unies pour l'enfance
VAC-SI	Système d'information Vaccin Covid (élaboré par l'Assurance maladie)
VigilanS	Dispositif de veille post-hospitalière des suicidants sur une période de six mois

Programmation 2023

Sommaire

Abréviations	1
Introduction	6
Fiche Enjeu. Anticipation, préparation, et réponse aux menaces de santé publique, dont les épidémies	8
Fiche Focus. Du programme COVID-19 vers un programme élargi aux infections respiratoires aiguës	14
Fiche Enjeu. Numérique en santé publique	22
Fiche Enjeu. Structuration d'un réseau de modélisation visant à favoriser l'apport des travaux de modélisation mathématique à la décision publique en santé	24
Fiche Enjeu. Santé environnement, santé travail dans un contexte de changement climatique	26
Fiche Focus. Une seule santé	33
Fiche Enjeu. Fardeau des maladies et de leurs déterminants, efficacité des interventions et retour sur investissement de la prévention.....	36
Fiche Enjeu. Stratégie de prévention, marketing social et approche par populations	44
Fiche Enjeu. Inégalités sociales et territoriales de santé.....	51
Fiche Enjeu. Activités transversales en soutien de la programmation scientifique de l'agence.....	55

Introduction

Traduction de sa stratégie scientifique, le programme de travail 2023 de Santé publique France tire les enseignements de la crise sanitaire quant aux missions essentielles de santé publique en renforçant le continuum d'actions de l'agence qui intègre l'observation, les connaissances, la prévention et l'intervention pour une politique de santé inscrite dans toutes les politiques et pour tous, en métropole et dans les territoires d'outre-mer.

Il renforce sa stratégie scientifique et traduit la contribution de l'agence au développement d'un système national de santé publique efficace, durable, résilient et efficient, plaçant la prévention et la promotion de la santé au cœur des enjeux. Il y concourt par la prise en compte intégrée de l'ensemble des déterminants de santé, y compris sociaux, économiques et environnementaux et du fardeau des maladies, dans le cadre d'une stratégie fondée sur la science. Il a pour ambition de renforcer la réponse par la prévention, la promotion de la santé dans toutes les dimensions de santé, dans le cadre d'une approche territorialisée qui vise à intégrer le contexte de vie des populations à servir, jusqu'à la mise à disposition de tous d'une information expertisée et de référence. Il soutient également ces enjeux par la consolidation de ses processus, fonctions transversales et supports.

Cette programmation nationale est déclinée par Santé publique France en région ; elle permet notamment d'agir sur les inégalités sociales, et de renforcer la protection des publics les plus fragiles, au plus près de leurs lieux de vie, en concertation avec les acteurs locaux.

Cela vise à développer et enrichir la composante « Inégalités sociales de santé » dans les indicateurs des programmes de surveillance et les évaluations d'actions réalisées par l'agence, mais aussi à développer des approches spécifiques auprès des populations vulnérables non couvertes par les systèmes de surveillance.

Du point de vue des infrastructures, l'agence place l'animation de réseaux et la sécurisation des systèmes d'information au cœur de sa stratégie pour assurer la cohérence des systèmes de surveillance, de recueil et d'analyse des données en temps réel en appui à la décision publique.

Ce programme 2023 s'appuie également sur un renforcement des collaborations avec la recherche en santé publique et la construction de programmes innovants. Il vise en particulier, avec l'ensemble de ses partenaires académiques, à la construction d'un agenda stratégique de recherche appliquée en santé des populations. Cet agenda visera à la fois à la production de connaissances sur des questions insuffisamment documentées mais aussi à structurer des communautés de recherche en appui à la décision publique.

Du point de vue organisationnel, le développement des programmes de travail transversaux, sur la thématique One Health (« Une seule santé »), sur le développement des compétences psychosociales, la santé mentale, la périnatalité ou l'impact du changement climatique sur la santé, le cadre de suivi des accidents naturels ou industriels extrêmes, fournit un dispositif intégré de santé publique reflétant nos priorités ainsi que l'implication de l'ensemble des partenaires concernés.

Les enseignements de la crise ont également rappelé la nécessité de renforcer de manière concomitante et intégrée les capacités d'anticipation et de prospective, le partage des connaissances à la fois sur les menaces pour la santé et sur les dispositifs de planification, de préparation et de réponse à ces risques, notamment la réponse en soutien au système de soins. L'année 2023 verra la consolidation du réseau national de santé publique au travers notamment de séminaires scientifiques (maltraitance infantile, compétences psychosociales, évaluations d'interventions de PPS probantes...), mais aussi la construction de partenariats

nationaux et internationaux dans une approche intersectorielle. L'agence contribuera également aux travaux engagés au niveau international sur les missions essentielles de santé publique en sa qualité de secrétaire du bureau de l'Association internationale des agences nationales de santé publique (IANPHI), avec un mandat renouvelé pour la période 2022-2025.

En 2023, l'agence poursuivra sa stratégie d'ouverture et de dialogue avec la société en plaçant la démocratie sanitaire au cœur de son action pour renforcer l'ouverture de ses travaux aux acteurs locaux et nationaux de la société civile, des acteurs de la santé et plus largement de la population, dans une approche globale allant de la surveillance à la promotion de la santé. Enfin, la mise à disposition publique et systématique de l'ensemble des indicateurs épidémiologiques produits par l'agence, et sur lesquels s'appuient ses expertises, signe sa volonté de transparence et de partage de l'information auprès de l'ensemble des décideurs à chaque niveau territorial, des professionnels et du grand public. C'est pour Santé publique France une dimension essentielle qui permet d'accroître la confiance et l'engagement de chacun comme acteur de sa santé. Cette stratégie sera encore renforcée en 2023, tout comme ses actions de pédagogie, au travers de son site internet, d'échanges avec les médias, d'événements et publications scientifiques, afin de mettre à disposition et diffuser une information de référence, scientifiquement valide et adaptée aux différents publics.

Anticipation, préparation, et réponse aux menaces de santé publique, dont les épidémies

L'épidémie de Covid-19 a fortement contribué à accroître la sensibilité de la société dans son ensemble (partenaires institutionnels, acteurs économiques, partenaires sociaux, citoyens...) aux conséquences que pouvait avoir une crise sanitaire ou une situation sanitaire exceptionnelle.

Cette prise de conscience constitue une opportunité pour renforcer durablement les travaux d'anticipation, de préparation, de planification et de réponse aux menaces de santé publique en poursuivant quatre objectifs complémentaires :

- contribuer à l'évaluation de l'ensemble des risques notamment par l'animation et le renforcement de dispositifs de veille et de surveillance: si le risque infectieux (virus connus ou émergents) y figure en bonne place, la réflexion doit aussi intégrer l'évolution des déterminants de santé (ex : vieillissement des populations) et d'autres menaces comme l'antibiorésistance, les risques NRBC-E, les effets du changement climatique ou encore les risques d'accidents majeurs qu'ils soient d'origine industrielle ou naturelle ;
- contribuer à une organisation résiliente permettant le cas échéant de traiter plusieurs crises ou situations sanitaires exceptionnelles de manière simultanée comme a pu l'illustrer l'année 2022 avec l'émergence en Europe de la variole du singe ou encore la gestion sanitaire des vagues de chaleur estivales, et ce alors que l'épidémie de Covid-19 était toujours en cours ;
- être capable d'apporter des réponses territorialisées au plus proche des besoins exprimés ;
- veiller à la prise en compte du citoyen dans les politiques publiques relatives à la gestion de crise pour que les mesures prises soient comprises et fassent l'objet du consensus le plus large possible. Ce processus nécessite en amont une relation de confiance entre le corps social, les autorités et agences sanitaires et d'expertise.

L'enjeu « anticipation, préparation et réponse aux menaces de santé publique » interagit du fait de la nature des risques, des actions mises en œuvre ou des populations concernées avec d'autres enjeux portés par l'agence notamment ceux relatifs à « santé environnement travail changement climatique », « stratégie de prévention, marketing social et approche par population » ou encore celui relatif aux « inégalités sociales et vulnérabilités territoriales ».

La préparation et la réponse aux menaces sanitaires de grande ampleur est au cœur des missions de Santé publique France qui, à ce titre, reste toujours fortement mobilisée dans les actions de résolution de la crise Covid-19.

Cette crise sanitaire a souligné la nécessité de renforcer les capacités d'anticipation en santé publique. Outre l'adaptation des dispositifs de veille et de surveillance à l'évolution des menaces et des technologies (séquençage du génome, outils numériques, appariements des bases de données, y compris de données issues des sciences humaines et sociales, modélisation...), il apparaît nécessaire de renouveler les outils de réflexion pour la prospective et l'anticipation ainsi que le partage des connaissances sur les risques. Ceci doit être réalisé en renforçant les collaborations avec la recherche et le monde académique notamment par la contribution à la formation en santé publique et épidémiologie d'intervention, et dans les dispositifs de surveillance et de réponse.

Santé publique France coordonne ainsi avec l'ANRS-Maladies infectieuses émergentes le projet Emergen (Consortium pour la surveillance et la recherche sur les infections à pathogènes émergents via la génomique microbienne). Il vise à déployer sur l'ensemble du territoire national un système de surveillance génomique des infections à SARS-CoV-2. Il s'agit d'une première étape d'un réseau de séquençage en soutien des activités de surveillance et de recherche sur les maladies infectieuses émergentes (virales, mais aussi bactériennes, fongiques ou parasitaires). Ce projet comble un retard de notre pays en combinant des activités de surveillance conduites sous l'égide de Santé publique France et du Centre national de référence (CNR) Virus des infections respiratoires, avec des activités de recherche conduites sous l'égide de l'ANRS-Maladies infectieuses émergentes. À plus long terme, ce dispositif a l'ambition de soutenir les besoins en surveillance génomique sur d'autres pathogènes et venir en soutien des activités du réseau des CNR dans le cadre de la stratégie Laboratoires de l'agence.

L'agence engagera également à compter de 2023 une démarche visant à nouer des partenariats avec des équipes de recherche sur la modélisation pour leur faciliter l'accès à l'ensemble des données collectées et produites par Santé publique France. Appliqués en priorité aux risques infectieux, les travaux de modélisation seront ensuite progressivement étendus aux maladies chroniques ainsi qu'à l'évaluation des interventions en santé.

Ces travaux d'anticipation doivent être étroitement imbriqués avec les travaux de planification et de préparation des réponses à apporter. L'adaptation des stratégies d'anticipation et de réponse doit être appliquée aux niveaux national et territorial (régional, départemental et le cas échéant infra départemental) et intégrer la vulnérabilité de certains territoires.

L'ensemble de ces travaux doit être mené en cohérence avec ceux débutés au niveau européen et international (OMS, ECDC ou HERA notamment) et auxquels contribue activement l'agence, voire dont elle a l'initiative.

De par le continuum de ses missions qui va de la connaissance à l'action de santé publique et du national au territorial, Santé publique France doit être capable de mobiliser l'ensemble de ses compétences, méthodes, expertises, infrastructures (établissement pharmaceutique, capacités d'acquisition, de stockage et logistique, système d'information en santé publique...), et partenaires au service de l'anticipation, de la préparation et de la réponse, avec une organisation efficace et performante.

Ce continuum est également mobilisé dans le cadre de la préparation des « grands événements » organisés sur le territoire, au premier rang desquels la coupe du monde de rugby en 2023 et les jeux olympiques et paralympiques de 2024. Une organisation interne spécifique est ainsi mise en place pour coordonner l'ensemble des travaux et être l'interface des autres partenaires.

Ainsi, l'agence concentrera son action en 2023 autour des quatre objectifs phares décrits ci-dessous.

Objectif 1. Contribuer à l'évaluation de l'ensemble des risques notamment par l'animation et le renforcement de dispositifs de veille et de surveillance

Les équipes de Santé publique France mobilisent l'ensemble de leurs compétences afin de couvrir le spectre le plus large possible de risques (infectieux, environnementaux...), identifiés ou émergents dans une perspective d'anticipation des menaces. Ces travaux s'appuient principalement sur un dispositif de veille et de surveillance mobilisant l'ensemble des directions de l'agence et reposant sur les partenaires du Réseau national de santé publique (RNSP) et sur des systèmes d'information ad-hoc qu'il faut moderniser et renforcer.

Consolidation de la stratégie Laboratoires pour la surveillance des maladies infectieuses	Conduite du projet Emergen visant à structurer l'offre de surveillance génomique sur le territoire (en lien avec l'ANRS-MIE, l'ECDC et l'Autorité Européenne de préparation et de réponse en cas d'urgence sanitaire (voir enjeu numérique en santé publique)	2023
	Publication du nouveau réseau des Centres nationaux de référence pour la lutte contre les maladies transmissibles (CNR)	Janvier 2023
Veille et alerte à partir du système de surveillance syndromique	Évolution de l'application informatique de gestion des sources du système de surveillance syndromique Développement de la surveillance réactive de la mortalité par cause médicale et contribution aux actions renforçant l'exhaustivité du système de surveillance via la certification électronique des décès	Juin 2023
	Production de Bulletins quotidiens et hebdomadaires de surveillance de la morbidité et de la mortalité en routine, tableaux de bord et bulletins de surveillance SurSaUD® en cas d'événement exceptionnel (événement environnemental extrême, événement technologique ou industriel, attentat, grand rassemblement...)	2023
Dispositif de surveillance des eaux usées (SUMEAU)	Identification des agents pathogènes à surveiller dans une perspective de santé publique	Mars 2023
	Définition des indicateurs de suivi et méthode de mise à disposition des données	2023
Zoonoses non alimentaires et maladies visées par le plan NRBC et agents de la menace	Participation au conseil scientifique du réseau Biotox Piratox, suivi des activités générales liées aux menaces NRBC-E (en lien avec la préparation des contre-mesures <i>infra</i>)	En continu
	Mise à jour des dossiers thématiques leptospirose, brucellose, tularémie, hantavirus, rage, botulisme, et indicateurs disponibles sur Géodes sur le site de Santé publique France	Déc. 2023
	Transmission régulière des données de surveillance de la France vers les partenaires internationaux (ECDC, OMS, OIE)	Mai 2023
	Mise à jour de la déclaration obligatoire de la leptospirose	Mai 2023
Surveillance, études et expertise pour les zoonoses et autres infections d'origine alimentaire	Développement d'un outil de création et de saisie rapide de questionnaires alimentaires intégrés à la surveillance en routine des pathogènes concernés, et adaptés aux situations d'épidémies	Oct. 2023
	Module analyse de l'outil eTIAC	Déc. 2023
	Rapport sur les TIAC et épidémies d'origine alimentaire en 2022	Déc. 2023
	Actualisation du guide choléra	Déc. 2023
	Étude de séoprévalence toxoplasmose	Déc. 2023

Surveillance, études et expertise des maladies vectorielles transmises par les tiques et autres vecteurs (hors moustiques)	Évaluation de l'algorithme d'identification des cas de borréliose de Lyme dans le PMSI	Déc. 2023
	Mise à disposition des indicateurs dans GEODE	Déc. 2023
Maladies vectorielles transmises par les moustiques	Organisation d'un séminaire interdisciplinaire West Nile Virus	Mars 2023
	Mise à disposition d'un guide d'investigation du paludisme autochtone	Avril 2023
	Rapport d'analyse de l'étude de séroprévalence de la dengue à Mayotte	Juin 2023
Surveillance et prévention de la résistance aux antibiotiques et de la consommation d'antibiotiques	Synthèse conjointe Santé publique France-ANSM-Cnam-Anses-Environnement sur la résistance et la consommation d'antibiotiques en santé humaine, santé animale et dans l'environnement (<i>One Health</i>)	Nov. 2023
	Transmission des données à l'ECDC et l'OMS	Juillet 2023
Surveillance et prévention des infections associées aux soins	Bilan annuel des signalements	Février 2023
Surveillance et prévention dans le cadre du plan national de gestion des vagues de chaleur	Application interne de suivi des alertes canicule	Mai 2023
	Bilan des impacts sanitaires des canicules 2023	Oct. 2023
	Analyse mortalité	Décembre 2023

Objectif 2. Réviser et renforcer les dispositifs de préparation et de réponse

Santé publique France tire en continu les enseignements de la gestion des différentes alertes sanitaires pour les dispositifs de préparation et de réponse. Les actions engagées depuis 2021 constituent un socle à partir duquel l'agence poursuit le renouvellement de sa stratégie d'appui à la gestion de crise et de ses procédures avec pour objectif de renforcer une culture commune en son sein et ainsi sa résilience. Les méthodes et outils sont adaptés sous la coordination de la direction alerte et crise pour mieux répondre aux attentes des décideurs, des partenaires et des citoyens, dans le cadre de ses missions de santé publique.

Santé publique France contribue également activement aux travaux engagés par le ministère de la Santé et de la prévention sur les évolutions nécessaires des stocks stratégiques et de la réserve sanitaire.

Mise à jour en continu des dispositifs d'astreinte et de coordination des alertes	Synthèse annuelle des alertes traitées dans le BQA	Mars 2023
	Révision de la procédure astreinte	Mars 2023
	Sur la base du plan de gestion de crise, former les équipes et réaliser des exercices régulièrement	Juin 2023

	Rénovation du portail documentaire « astreintes »	2023
	Mise en place d'une nouvelle organisation de traitement des sollicitations relatives au champ de la santé environnement et travail	1 ^{er} trim. 2023
Adapter et renforcer la réserve sanitaire	Actions d'information et de formation visant à accroître le vivier et à le fidéliser. Simplifier et dématérialiser les processus	En continu
	Contribuer à la rénovation du cadre d'emploi, en lien avec le ministère de la santé et de la prévention	Mars 2023
Contribution à l'adaptation de la stratégie de constitution et d'emploi des stocks stratégiques d'État	Contribution à l'expertise et à l'organisation de l'expertise	Juin 2023
Renforcer la préparation aux risques NRBC-E	Veille sur les innovations dans le domaine des contre-mesures (en lien avec la veille scientifique et la surveillance des maladies visées par le plan NRBC-E <i>supra</i>)	2023
	Formation des agents aux réponses aux menaces NRBC-E et participation aux exercices nationaux NRBC-E	Déc. 2023
	Participation aux travaux menés sous l'égide du SGDSN	En continu sur 2023
Moderniser les systèmes d'information de l'établissement pharmaceutique et de la réserve sanitaire	Cahier des charges du progiciel de gestion intégrée des produits des stocks stratégiques	Sept. 2023
	Lancement appel d'offre et analyse des offres	4 ^e trimestre 2023
	Déployer le nouveau SI de gestion de la réserve sanitaire	À compter du 1 ^{er} semestre 2023
Conception et mise en œuvre d'un dispositif de réponse pour répondre aux émergences	Définition d'un document « cadre » générique à toute émergence	Juin 2023
	Exemple de dispositif pour la variole du singe : <ul style="list-style-type: none"> - délivrance de vaccins et d'antiviraux - participation aux travaux de modélisation de l'épidémie - réalisation d'études (vaccigay, volet comportemental). 	En continu sur 2023

Objectif 3. Renforcer l'expertise et les capacités d'aide à la décision

La crise de la Covid-19 a souligné le besoin d'évaluation, a priori ou a posteriori, de l'efficacité de certaines mesures de gestion (distanciation sociale de type confinement ou couvre-feu, vaccination, stratégie de dépistage...). L'agence vise à renforcer et étendre le partenariat engagé avec les équipes de recherche pour coordonner les activités de modélisation dans le champ de la Covid-19, avec en perspective à partir de 2024 d'intégrer le champ des maladies chroniques puis l'évaluation de l'intervention en santé publique. La possibilité d'avoir une vision plus territoriale de la situation et des réponses à y apporter constituera un enjeu majeur

dans cette perspective et nécessitera de renforcer les partenariats à tous les échelons géographiques, en prenant en compte les besoins spécifiques des populations ou des territoires les plus vulnérables. Au cours de l'année 2023, l'agence poursuivra ces travaux en ce sens.

Construction et mise en œuvre de la stratégie de partenariat avec les équipes de recherche notamment en matière de modélisation	Préparation d'un appel à projet avec une priorité donnée aux travaux de modélisation dans le périmètre des maladies infectieuses	2023
Mise à disposition d'outils territorialisés	Observatoire des données de santé, de surveillance et d'alerte dans les bassins de vie frontaliers du Rhin supérieur et de la Grande Région Est (impliquant la France, l'Allemagne, le Luxembourg, la Belgique et la Suisse)	2023

Objectif 4. Structurer les actions de l'agence dans la préparation des « grands événements »

De « grands événements » sont régulièrement organisés sur le territoire national. Ils impliquent une action en complémentarité entre acteurs privés et publics, nationaux, européens et internationaux.

Santé publique France souhaite structurer une organisation spécifique assurant la mobilisation de l'ensemble de ses missions dès la phase d'anticipation et de préparation jusqu'au déroulement des événements et les retours d'expérience organisés à l'issue.

Élaboration d'une feuille de route « grands événements »	Élaboration d'un document de référence sur l'organisation mise en place, les missions sollicitées lors de l'organisation en France d'un « grand événement » quel que soit son impact territorial (national ou régional)	Août 2023
Préparation de la coupe du monde de rugby 2023 et des jeux olympiques et paralympiques de 2024	Renforcement des dispositifs de surveillance dans le cadre de la préparation d'un protocole de surveillance	En continu sur 2023
	Actualisation des risques sanitaires	En continu sur 2023
	Renforcement des dispositifs de réponse (établissement pharmaceutique, réserve sanitaire)	2023
	Participation à l'exercice de préparation aux JOP 2024	Dernier trimestre 2023
Armada 2023	Surveillance et le cas échéant investigations épidémiologiques	Juin 2023
	Rapport du bilan de surveillance	Juillet 2023

Du programme COVID-19 vers un programme élargi aux infections respiratoires aiguës

La poursuite de l'évolution de la pandémie de COVID-19 a été marquée en tout début d'année 2022 par une vague inédite en termes d'incidence liée à la propagation du variant Omicron sur l'ensemble du territoire français. Une succession de vagues de moindre ampleur s'en est suivie dont l'impact a notamment été modéré par l'immunité collective acquise grâce à la vaccination ou à l'infection. L'inscription de l'épidémie dans la durée nécessite une évolution de l'organisation et des outils de réponse à la crise pour intégrer les activités COVID-19 dans les activités de routine de l'agence.

Pour cela, le programme COVID-19 initié en 2020 pour assurer la coordination des activités de l'agence dans le cadre de la réponse à la crise sanitaire associée à l'épidémie évolue en 2023 vers un programme des Infections respiratoires aiguës (IRA+) proposant une approche intégrée de la surveillance à la prévention des épidémies hivernales. Ainsi, les travaux d'adaptation, de consolidation et de modernisation des systèmes de surveillance et des outils mis en place pour la COVID-19 se poursuivent et évoluent pour prendre en compte les enjeux de la grippe saisonnière, de la bronchiolite et des autres virus respiratoires.

Cette intégration vise à adapter une approche aujourd'hui segmentée afin de fournir une vision d'ensemble cohérente du fardeau des maladies respiratoires sur la santé des populations, sur les capacités de prise en charge et de leur part évitable. Il s'agit ainsi de répondre aux enjeux des IRA dans les années à venir d'une part et d'autre part à ceux posés par la nécessaire préparation à une prochaine pandémie, en phase avec les recommandations ECDC et OMS.

Néanmoins, compte tenu des activités initiées au sein du programme depuis 2020 en cours de développement et de consolidation, la réponse à la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19, dont l'évaluation de ses impacts, nécessite toujours une organisation spécifique des activités et des ressources de l'agence. Pour cette raison, le présent focus propose à la fois un recensement des activités IRA et de celles dédiées à la COVID-19 au sein du programme IRA+. Il s'agira par exemple en 2023 de documenter plus amplement les effets à long terme de la crise sanitaire (fardeau en termes de retard de prise en charge, d'accroissement de la fragilité, de la gestion de la multimorbidité, etc.) et en particulier de la maladie via l'estimation de la prévalence, des facteurs associés et de l'impact des affections post-COVID-19.

L'agence reste par ailleurs impliquée dans la distribution des produits pharmaceutiques (anticorps monoclonaux, médicaments de réanimation et antiviraux), y compris des vaccins, dont les nouvelles formules bivalentes adaptées à la souche de SARS-CoV-2 en circulation sont distribuées depuis octobre 2022. Ainsi, les activités liées à la stratégie vaccinale contre la COVID-19 restent nombreuses pour 2023. Celles-ci regroupent à la fois la distribution des vaccins, l'évolution de la surveillance de la couverture vaccinale, la poursuite des travaux sur l'efficacité des vaccins, mais aussi des travaux ciblant une meilleure compréhension de l'hésitation vaccinale dans un contexte où les intentions de vaccination sont en baisse, et hétérogènes sur le territoire (couverture avec la dose de rappel s'élève à 26 % à la Martinique contre 60 % en moyenne sur le territoire national au 10 octobre 2022).

Dès 2020, les réponses de l'agence face à ces enjeux ont été organisées en 8 axes constitutifs du Programme COVID-19 ; pour chacun d'entre eux, les dossiers relevant de la continuité de la mission de l'agence en réponse à la gestion de l'épidémie de COVID-19, et les projets en cours de développement et leurs livrables pour 2023 sont présentés ci-dessous.

des outils numériques	- gestion, exploitation fonctionnelle des données de surveillance de la COVID-19 avec production d'indicateurs à partir de : SI-DEP, SI-VIC, VAC-SI, SurSaUD, EMERGEN, etc. ;	Déc. 2023
	- reporting automatisé des estimations du nombre de reproductions du virus.	Déc. 2023
	Nouvelles productions pour la surveillance des IRA+ :	
	- reporting automatisé des estimations du nombre de reproductions de la grippe à des échelons infranationaux ;	Oct. 2023
	- préparation et utilisation future du SI ENDB (cf. enjeu 2 Numérique en santé) ;	Déc. 2023
	- production d'indicateurs agrégés (regroupements syndromiques, SOS médecins et Oscour) ;	Oct. 2023
	- mise en place de la transmission des données IRA groupés en EMS à partir de SI-VSS et production d'indicateurs ;	Nov. 2022
	- dématérialisation de la surveillance des cas graves COVID-19 et grippe en service de réanimation : questionnaire Voozanoo4 ;	2023 2023
	- réponse à un appel à projet européen pour l'étude de faisabilité de la mise en place d'un nouveau SI recueillant des données hospitalières ;	T1 2023
	- étude pilote pour confirmer la faisabilité de déploiement d'un SI SOS Médecins avec diffusion de kits et partenariat avec les CNR ;	Oct. 2023
- développement d'un SI SOS Médecins et production d'indicateurs pour la surveillance virologique des IRA+	Oct. 2023	
- Inclusion dans la base EMERGEN des données de la surveillance génomique de la grippe et du VRS et production automatisée des indicateurs associés.	2023	

Axe 2. Coordonner au niveau territorial l'expertise de Santé publique France qui, en appui aux agences régionales de santé, assure le suivi contextualisé de l'ensemble des indicateurs, réalise des analyses de risques au plus près des territoires et apporte un soutien à l'investigation et au suivi des foyers de contagion

Surveillance régionale	Continuité d'activité de surveillance des foyers épidémiques ou des surincidences de COVID-19 à une échelle régionale, départementale et infra départementale	2022-2023
	Continuité d'activité de surveillance des variants circulants et de l'animation des réseaux de laboratoires dans le cadre de la stratégie de surveillance génomique (consortium Emergen)	2022-2023
Étude sur la situation régionale	Article scientifique sur la transmission de SARS – CoV-2 dans les ateliers préparant des denrées alimentaires (Projet SACADA) ;	Juin 2023

Axe 3. Contribuer à la production de connaissances sur les maladies respiratoires, leurs modes de transmission, et leur impact en population générale ou auprès de groupes spécifiques à partir d'études menées ou soutenues par l'agence en collaboration avec différents partenaires (Inserm, universités, Cnam, CHU, etc.)

Animation scientifique	Animation des travaux contribuant aux études et expertises en lien avec les IRA+ :	2023
Contribution GT externes	<ul style="list-style-type: none"> - contribution aux travaux des groupes de travail des agences d'expertise de la HAS et du HCSP ; - contribution aux groupes de travail ECDC ; - contribution au séminaire de IANPHI ; 	2022-2023
Études sur les déterminants de l'infection	<ul style="list-style-type: none"> - travaux sur les comportements notamment à l'égard des gestes barrières, de la population générale adulte pendant la pandémie de COVID-19 (CoviPrev) ; 	Juin 2023
Études sur les déterminants de la morbidité ou de la létalité	<ul style="list-style-type: none"> - article sur les rôles étiologique et pronostique de la fragilité, de la multimorbidité et des caractéristiques socio-économiques dans le développement de formes graves de COVID -19 en population générale ; 	Mars 2023
	<ul style="list-style-type: none"> - article sur la description des décès COVID-19 en 2020 à partir des données de mortalité codées ; 	Déc. 2023
	<ul style="list-style-type: none"> - rapport ou article sur l'évolution des caractéristiques des décès, notamment l'âge, en lien avec la COVID-19 ; 	Fév.2023
	<ul style="list-style-type: none"> - rapport sur l'étude sur les cas groupés d'IRA en EHPAD pour les saisons 2018-2019 et 2019-2020. 	2023
Impact sur la santé physique	Impact de la COVID-19	
	<ul style="list-style-type: none"> - sur la morbidité maternelle, fœtale, néonatale - sur l'estimation de la prévalence de l'affection <i>post</i>-COVID-19 et son impact sur le recours aux soins, la santé mentale et la qualité de vie en France métropolitaine. 	Jan. 2023
	Impact de la crise sanitaire sur la santé :	
	<ul style="list-style-type: none"> - article sur la morbidité hors COVID-19 pendant l'épidémie de COVID-19 ; 	Juin 2023 puis déc. 2023
	<ul style="list-style-type: none"> - article sur l'évolution des hospitalisations pour syndromes gériatriques pendant la crise liée à l'épidémie de COVID-19, au cours de l'année 2020 ; 	Déc. 2023
	<ul style="list-style-type: none"> - rapport sur l'évolution 2019-2020 du stade au diagnostic des cancers entre avant et pendant la COVID-19 ; 	Sept.2023
	<ul style="list-style-type: none"> - documents techniques ou méthodologiques de synthèse des travaux réalisés sur la thématique cardiovasculaire et COVID-19 ; 	Déc. 2023
	<ul style="list-style-type: none"> - article sur l'impact de la COVID-19 sur l'évolution de la mortalité des personnes atteintes de pathologies chroniques à partir du SNDS (PMSI) ; - note sur la contribution des inégalités de santé liées au fardeau de la COVID-19 par l'estimation des années de vies ajustées sur l'incapacité (DALYs) au niveau infranational en 2020. 	Déc. 2023
		Juil.2023

	<p>Impact de la crise sanitaire sur la santé des travailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport sur l'état de santé et les conséquences socioprofessionnelles – bilan descriptif et comparatif complet intégrant vague 2022 (Cohortes pour la surveillance épidémiologique au lien avec le travail – COSET-MSA et COSET - indépendants). <p>Impact de la crise sanitaire sur la santé des personnes âgées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - article scientifique sur l'association entre fragilité, multimorbidité et risque d'infection sévère à la COVID-19 (SHARE et EPICOV). 	<p>Juil.2023</p> <p>Déc. 2023</p>
Impact sur la santé mentale	<p>Continuité d'activité sur la surveillance de la santé mentale en contexte d'épidémie de COVID-19 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Points épidémiologiques mensuels sur la santé mentale ; - Indicateurs de santé mentale dans les bulletins hebdomadaires de l'analyse des recours aux services d'urgence et à SOS Médecins. <p>Impact de la crise sanitaire sur la santé mentale des travailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur l'état de santé et les conséquences socioprofessionnelles – bilan descriptif et comparatif complet intégrant vague 2022 (Cohortes pour la surveillance épidémiologique au lien avec le travail (COSET-MSA et COSET - indépendants)). <p>Nouveaux livrables sur l'étude rétrospective de la santé mentale en période COVID-19 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - BSP régionaux sur une analyse comparative avant/après COVID-19 par région ; - Articles BEH sur l'évolution des troubles dépressifs et sur les conduites suicidaires sur la période 2017-2021 (Baromètre Santé) ; - Articles sur la santé mentale des HSH pendant la période COVID-19 (enquête ERAS 2020). 	<p>2022/2023</p> <p>Juil.2023</p> <p>Fév. 2023</p> <p>Fév. 2023</p> <p>Fév. 2023</p>
Impact sur le recours aux soins	<p>Dépistage et surveillance des cancers pendant la pandémie de COVID-19 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - article sur la participation au programme de dépistage organisé du cancer du sein entre 2005 et 2021 : évolutions récentes et effet de la pandémie de COVID-19. 	<p>Juin 2023</p>

Axe 4. Mieux prévenir la transmission du virus et les impacts des épidémies sur la santé en mobilisant les nouvelles connaissances pour adapter les messages de promotion de la santé (ex : gestes barrières) en tenant compte des facteurs de vulnérabilité

Surveillance et amélioration de connaissances sur les comportements de prévention	Continuité d'activité de surveillance de l'adhésion aux mesures de prévention contre la COVID-19 : <ul style="list-style-type: none"> - notes au décideur + points sur l'adhésion des Français aux principaux gestes barrières (Enquête CoviPrev) - article scientifique sur l'évolution des intentions de vaccination contre la COVID-19 en France (CoviPrev) 	2022-2023 Jan.2023
Étude d'impact de la crise sur les comportements de prévention	- article international sur les motivations et les freins à l'arrêt du tabac en contexte COVID-19	Juin 2023
Déploiement d'interventions de promotion de santé	Continuité d'activité d'information sur la vaccination anti-COVID-19 : <ul style="list-style-type: none"> - actualisation hebdomadaire du site Vaccination Info Service - Lettre Info-Covid 	2022-2023
Interventions de prévention et promotion de la santé à destination des populations vulnérables	Continuité d'activité de production et diffusion de documents d'informations à destination des publics vulnérables : <ul style="list-style-type: none"> - newsletter MobCo Évaluation d'interventions : <ul style="list-style-type: none"> - rapport d'évaluation de l'optimisation de la lettre MobCo auprès des utilisateurs 	2022-2023 Jun 2023

Axe 5. Assurer la gestion des stocks stratégiques ainsi que l'organisation de la réserve sanitaire afin d'assurer une dotation matérielle nécessaire, ainsi qu'un renfort ciblé en ressources humaines des services hospitaliers pour une meilleure prise en charge des patients et une meilleure protection des professionnels de santé

Produits pharmaceutiques	Continuité d'activité d'acquisition, de stockage et de distribution des doses vaccinales : <ul style="list-style-type: none"> - acquisition des doses de vaccins adaptés nécessaires à la vaccination de rappel de la population ciblée par les recommandations - gestion des stocks sur les plateformes SpF et avec les grossistes répartiteurs - distribution des doses et du matériel annexe sur le territoire hexagonal et ultra-marin Mise à disposition de traitements contre la COVID-19 : antiviraux, anticorps monoclonaux	2022-2023 2022-2023
Produits non pharmaceutiques	Continuité d'activité d'acquisition, de stockage et de distribution des EPI	2022-2023
Activités de support	Modernisation des systèmes d'information de l'établissement pharmaceutique et de la réserve sanitaire	2023-2024

Axe 6. Soutenir et accompagner la campagne nationale de vaccination contre la COVID-19 et contre la grippe

Surveillance	Continuité d'activité de surveillance de la couverture vaccinale en France en population générale et en population spécifique (résidents ESMS, population éligible, etc.) : <ul style="list-style-type: none"> - bulletins hebdomadaires dédiés - restitutions publiques dans les points épidémiologiques et en open data 	2022-2023
	Continuité d'activité de surveillance de l'adhésion à la vaccination COVID-19 : <ul style="list-style-type: none"> - point sur l'intention de vaccination contre la COVID-19 (Enquête CoviPrev) 	2022-2023
Étude de l'efficacité vaccinale	Continuité d'activité de surveillance de l'efficacité vaccinale : <ul style="list-style-type: none"> - suivi des échecs vaccinaux - étude d'efficacité de la vaccination sur appariement des bases SI-DEP-SI-VIC-VAC-SI et sur analyse du SNDS : notes au décideur et articles scientifiques - contribution au projet européen VEBIS Lot 4 EV Covid-19 EHR 	2022-2023
		2022-2023
	Travaux d'estimation des nombres de décès et d'hospitalisations évités par la vaccination selon la mortalité attribuable à la grippe et à la COVID-19 (PMSI, données Insee et données Météo France) : <ul style="list-style-type: none"> - article scientifique et note au décideur 	Fév. 2023
		2022-2023
Étude pour améliorer la couverture vaccinale des populations en situation de précarité	<ul style="list-style-type: none"> - Note DGS puis Rapport méthodologique : recommandations pour faciliter l'adhésion vaccinale auprès des personnes précaires à l'ère de la COVID-19 - Webinaire MobCo : adhésion vaccinale auprès des personnes précaires à l'ère de la COVID-19 - article sur l'évaluation de la couverture vaccinale et des déterminants de succès du programme de vaccination contre la COVID-19 auprès des populations en situation de grande précarité (projet PREVAC) 	Mars 2023
		Mars 2023
		2023

Axe 7. Valoriser les activités réalisées dans le cadre du programme IRA+ à fin de partage des connaissances avec le grand public, les décideurs, les partenaires (acteurs locaux ou collaborateurs scientifiques) et en assurant une publication de nos productions

Visibilité externe	Continuité d'activité d'actualisation du site internet et notamment de la rubrique Coronavirus	2022-2023
	Continuité d'activité sur les relations presse : <ul style="list-style-type: none"> - décryptages médias avec les journalistes sur la situation épidémiologique - réponses régulières aux demandes presse - rédaction et mise en ligne des communiqués de presse - mise en ligne des différentes expertises produites par l'agence (PE, analyse de risque, etc.) - animation des réseaux sociaux 	2022-2023
	Continuité d'activité de restitution des indicateurs COVID-19 disponibles au grand public et aux partenaires : <ul style="list-style-type: none"> - mise à disposition publique en continu des indicateurs en accès libre sur GEODES, data.gouv.fr, InfoCovidFrance et EMERGEN-DB ; - transmission des données à l'ECDC Communication à venir sur l'évolution de la surveillance vers une surveillance intégrée des IRA+	2022-2023 2023
	Restitution des indicateurs intégrés IRA+ au grand public et aux partenaires : <ul style="list-style-type: none"> - mise à disposition publique en continu des indicateurs en accès libre Transmission des données à l'ECDC	Oct. 2023
Recensement des productions scientifiques	Continuité d'activité de recensement des articles scientifiques sur COVID-19 impliquant au moins un auteur de Santé publique France	2022-2023
	Continuité d'activité d'archivage des notes au décideur d'expertise ou de synthèse des connaissances sur COVID-19.	2022-023

Axe 8. Garantir une approche transversale efficace et efficiente par une coordination et un pilotage opérationnel prenant en charge les demandes, leur traçabilité, assurant la bonne articulation avec les tutelles, et enfin organisant un retour d'expérience ayant pour objectif d'améliorer les capacités de résilience de l'agence

Pilotage opérationnel	Continuité d'activité lié au pilotage de la gestion de la COVID-19 au sein de l'agence : <ul style="list-style-type: none"> - coordination de la réponse aux demandes du ministère (participation aux réunions de suivi COVID, interface avec le CCS, etc.) - coordination interne pour assurer la transversalité du programme COVID-19 - planning des astreintes spécifiques COVID-19 	2022-2023
	Assurer la transmission du programme COVID-19 vers le programme IRA	2022-2023

Numérique en santé publique

Le numérique en santé publique fait référence à l'utilisation de la technologie digitale pour l'acquisition, le traitement, l'analyse et la restitution des données. Il englobe aussi l'utilisation d'applications informatiques permettant la transmission d'informations au grand public et au décideur (Plateforme Géodes par exemple). Quelques-unes des applications digitales en prévention et promotion de la santé sont présentées dans l'enjeu « stratégie de prévention, marketing social, populations ».

La technologie numérique permet de collecter des données via des interfaces administratives, mais aussi de nouveaux capteurs et des sources non traditionnelles telles que les réseaux sociaux, permettant l'accès à une information en temps réel. Le développement du numérique permet aussi de proposer des modes innovants d'intervention en santé publique, notamment dans le champ des comportements favorables à la santé. Elle intègre également des approches innovantes dans le traitement, l'analyse, la restitution et la visualisation des données et offre des capacités de modélisation utiles à la prise de décision.

La pandémie de Covid-19 a illustré la nécessité pour les décideurs, à chaque niveau territorial, mais aussi pour le grand public, de pouvoir s'appuyer sur davantage de systèmes de surveillance, les plus exhaustifs possibles, collectant l'information en temps quasi réel et couvrant un ensemble de champs/domaines/sujets complémentaires. Cette pandémie a souligné également l'importance majeure d'apparier les grandes bases de données issues de la surveillance pour comprendre au mieux les enjeux à court et moyen termes de la crise, de partager une information numérique fiable, évolutive et actualisée. La restitution et la mise à disposition d'indicateurs épidémiologiques doivent prendre en compte les enjeux de transparence et d'accessibilité à tous les publics, notamment en termes de littératie. Elle doit aussi permettre d'adapter rapidement et en fonction des données et des connaissances générées les actions de prévention et de promotion de la santé.

La crise du Covid-19 a été un moteur d'innovation pour accélérer la mise en place d'outils numériques nécessaires à la gestion d'une épidémie de grande ampleur. Elle a aussi montré l'importance de la prise en compte des enjeux éthiques et de la protection de la vie privée concernant les questions d'anonymisation et de sécurisation des données de santé.

L'agence dispose depuis 2004 du système de surveillance syndromique SurSaUD®, seul système de surveillance jusqu'en 2020 basé sur la remontée automatique d'informations en temps proche du réel. En 2020, la mise en place de systèmes tels que SI-DEP a posé les bases d'un système de surveillance robuste construit sur le numérique développé et déployé largement de façon extrêmement rapide. En 2021, les systèmes de surveillance génomiques des variants (EMERGEN), de l'activité vaccinale (Vaccin Covid), mais aussi des appariements entre les bases de données ont amélioré le suivi de l'épidémie et serviront aussi de modèle pour construire les outils des systèmes de surveillance de demain. La construction, l'adaptation régulière des systèmes de remontée de données (tests biologiques, vaccins, hospitalisations, etc.) aux nouveaux besoins a aussi révélé des questions de méthodologies et de processus qualité non soupçonnées jusque-là. Au-delà de la Covid-19, cette crise a montré l'impérieuse nécessité d'intégrer les enjeux de santé publique dans la feuille de route du numérique en santé et dans sa gouvernance et réciproquement.

Par ailleurs, la mise en open data systématique de l'ensemble des indicateurs marque une volonté forte de transparence et de partage de l'information auprès de l'ensemble des décideurs au niveau territorial le plus pertinent, des professionnels et du grand public. C'est un aspect essentiel et novateur permettant d'accroître, d'une part, la confiance de la population

dans les productions de l'agence et, d'autre part, l'engagement de chacun comme acteur de sa santé. La communication via le site internet de l'agence, mais aussi les sites internet spécifiques permettent une communication factuelle, scientifiquement valide, et adaptée aux différents publics.

L'open data est le résultat d'échanges quotidiens entre l'agence et les nombreux organismes publics et professionnels intervenants dans la collecte et le traitement des données (Urgentistes, SOS-Médecins, Drees, DNUM, ARS, DGOS, CNAM, AP-HP, Inserm, ANSM, Institut français de bio-informatique (IFB), cliniciens, biologistes, etc.).

Malgré un effort conséquent de mise en open data des indicateurs épidémiologiques, une réflexion en 2023 d'une nouvelle stratégie d'open data est pourtant nécessaire afin de pouvoir intégrer les approches populationnelles et géographiques, proposer différentes restitutions adaptées à des profils d'utilisateurs différents (professionnels de santé, grand public, etc.), unifier les différentes restitutions (Géodes, InfoCovidFrance, etc.).

La dimension internationale, en particulier européenne des questions qu'a révélée la pandémie, nécessite d'intégrer ce niveau de coopération dans la construction des systèmes d'information basée sur le numérique, en relation, concernant la surveillance européenne des maladies infectieuses et la création de l'espace européen des données de santé, avec l'ECDC qui a aussi l'ambition de développer sa stratégie e-Health.

Enfin, l'agence a engagé sa participation active à la statistique publique, en soumettant une partie de ses enquêtes au comité du label et en produisant des séries temporelles de référence issues des systèmes de surveillance. Cela permet de renforcer la qualité et la mise à disposition des indicateurs en santé publique.

Pour poursuivre la réponse à l'épidémie de Covid-19 et à d'autres enjeux pérennes de surveillance, Santé publique France identifie les priorités suivantes, pour partie partagées avec d'autres acteurs :

- développer un cadre/référentiel méthodologique et processus qualité de la source de la donnée à son utilisation pour les missions de santé publique d'un système d'information basé sur le numérique ;
- conduire les évolutions nécessaires pour la stabilisation et l'élargissement du système SI-DEP à d'autres examens de biologie médicale au-delà de la Covid-19 (projet d'Entrepôt National des Données Biologiques (ENDB)) ;
- assurer le développement d'un système d'information plus adapté à la surveillance de la Covid-19 dans les ESMS ;
- assurer la refonte du système SurSaUD® ;
- comme mentionné supra (enjeu 1), poursuivre, au travers du projet EMERGEN le développement de la surveillance génomique du SARS-CoV-2 en partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés (ANRS Maladies infectieuses émergentes, IFB, AP-HP, AP-HM, CNR, réseau sentinelles...);
- renforcer le déploiement de la certification électronique des décès par un plan d'action dépassant le seul champ des outils numériques, en vue d'atteindre 50 % de certification électronique à la fin de 2023 ;
- appairer le système d'information SI-VIC avec d'autres bases de données (Vaccin Covid, SI-DEP).

Enfin, comme mentionné dans l'enjeu 1, il est prévu de structurer un réseau de modélisation visant à favoriser l'apport des travaux de modélisation mathématique à la décision publique en santé.

Les projets et livrables de cet enjeu sont pluriannuels, transversaux et peuvent répondre à plusieurs enjeux de la programmation. **Ces chantiers nécessitent donc un développement sur plusieurs années.**

Soutenir le déploiement d'applications informatiques	Transformer et pérenniser SI-DEP sous la forme d'un entrepôt national de données de biologie médicales (ENDB) pour permettre son utilisation pour d'autres pathologies virales ou infectieuses.	2023
	Poursuite du développement du système d'information et de la restitution des indicateurs VAC-SI	2023
	Maintenance évolutive du système d'information 3 - Labos	2023
	Développement de questionnaires (Voozanoo 4 et Limesurvey)	2023
Comité de pilotage des enquêtes	Fiches opérationnelles pour les nouvelles enquêtes et tableau de bord des enquêtes (en cours/terminées)	2023
Organiser l'accès et l'exploitation des données du Système national des données de santé (SNDS)	Tenue et gestion des registres d'habilitations et de projets	2023
	Requêtages, analyses épidémiologiques et statistiques	2023
	Documentation collaborative	2023
Assurer le data-management et les analyses statistiques	Exploitation fonctionnelle des données à des fins de surveillance du Covid-19 : SI-DEP, SI-VIC, VAC-SI, ESMS, EMERGEN	2023
	Reporting automatisé des estimations du nombre de reproduction dans le cadre du suivi du COVID	2023
	Mises à jour des Indicateurs du fardeau du tabagisme en lien avec le calendrier des actions de promotion pour la santé	2023
	Implémentation de méthodes statistiques dans des applications d'aide à la décision (applications shiny)	2023
Restitution des indicateurs produits par Santé publique France	Mise en ligne de nouveaux indicateurs sous Géodes et sur data.gouv.fr	2023
	Poursuite du développement du portail d'applications d'aide à la décision	2023
	Alimentation du Dashboard Covid-19 de SpF	2023
	Note concernant la refonte de l'open data à SpF	2023
Structuration d'un réseau de modélisation visant à favoriser l'apport des travaux de modélisation mathématique à la décision publique en santé	Constitution du premier comité de sélection des équipes avec lesquelles établir des collaborations sur différents projets	2023

Mise en place d'un dispositif national multi-sources pour la surveillance des anomalies congénitales en France	Rapport sur la pertinence et la fiabilité des algorithmes d'identification des cas d'enfants porteurs d'anomalies congénitales dans le SNDS	2023
	- Construction et hébergement d'une base commune des cas - Création d'une bulle sécurisée pour les registres d'anomalies congénitales	2023
Maintien et évolution du système d'information soutenant le système de surveillance syndromique SurSaUD®	Mise en production de la nouvelle application de restitution sous Microstrategy	2023
	Prototype de l'application R-Shiny avec matrices d'alarmes de détection événements inhabituels	2023
Projet SISUM	Développement d'un système d'information commun aux cellules ultra-marines pour la surveillance épidémiologique : masque de saisie et extractions fonctionnels, application Shiny	2023

Santé environnement, santé travail dans un contexte de changement climatique

Les changements globaux à venir, tant climatiques, environnementaux que sociétaux, nécessitent d'anticiper leurs effets sur la santé, dans un objectif d'atténuation des impacts et d'adaptation de la population aux nouveaux risques. À l'échelle mondiale, il a été récemment montré que, sur les deux dernières décennies les décès liés à la pollution environnementale ont augmenté de 66 %¹. Les principaux facteurs de risque responsables de cette augmentation sont le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et l'exposition aux substances chimiques. À l'échelle européenne, les expositions environnementales qui pourraient être évitées ou supprimées, provoquent 1,4 million de décès par an², soit au moins 15 % des décès.

L'épidémie de Sars-CoV2, zoonose dont l'émergence pourrait être liée aux impacts de l'activité humaine sur l'environnement, souligne également l'importance de proposer une version intégrée de la santé qui nécessite de considérer les interactions complexes entre les différentes composantes de notre environnement.

Pour répondre à ces enjeux, Santé publique France évalue et quantifie les expositions aux facteurs de risque environnementaux et professionnels, dans l'objectif d'en estimer le fardeau pour la santé publique, de proposer des interventions destinées à en réduire les impacts sanitaires, de promouvoir des environnements favorables à la santé dans le principe « Une seule santé » ainsi que d'évaluer l'effet des actions entreprises pour atteindre ces objectifs. Fortement ancrée sur les territoires, l'agence décline ces objectifs au plus proche des populations exposées et notamment dans les territoires d'outre-mer qui présentent une vulnérabilité accrue face aux risques environnementaux.

Ainsi, Santé publique France contribuera à renforcer les connaissances et la production des indicateurs sur les expositions et les impacts sur la santé de facteurs de risque prioritaires ou émergents de l'environnement général ou professionnel. L'agence attachera une importance toute particulière aux populations vulnérables et aux impacts liés aux changements climatiques. En effet, l'intensité et la fréquence des canicules ces dernières années rendent plus que jamais nécessaire le renforcement de la protection et de la prévention contre les épisodes de fortes chaleurs qui vont s'accélérer. Au-delà des effets liés à la chaleur, des travaux seront menés dans un cadre prospectif, pour anticiper et atténuer les conséquences liées aux aléas climatiques (inondation, tempête, érosion côtière, incendies, retrait-gonflement des sols argileux...), et à leurs effets sur la santé globale.

Ces travaux seront menés dans un objectif de continuum de santé publique, en lien avec les autres acteurs intervenant dans ce champ, dans un principe de priorisation, réaffectation des ressources et de mutualisation des connaissances.

À partir des connaissances acquises, internes ou externes, SpFrance développera une stratégie d'influence et de plaidoyer pour la mise en œuvre d'environnements favorables à la santé aux différents niveaux territoriaux de décision et d'intervention et en se plaçant à l'interface d'alliances plurisectorielles, territoriales, nationales et internationales via notamment le réseau national de santé publique ou ses collaborations avec l'OMS ou IANPHI.

¹ Fueller *et al.*, the Lancet Planetary Health 2022

² OMS Europe, déclaration à l'issue des conférences du processus européen Environnement à Ostrava (République Tchèque), juin 2017

L'année 2023 sera par ailleurs consacrée à proposer une déclinaison territoriale de l'enjeu en matière de plaidoyer et une seule santé.

Enfin, SpFrance contribuera à la réalisation des objectifs du PNSE4 et du PST4 dans le cadre des actions où son implication est prévue

Objectif 1. Caractériser les expositions et les impacts sanitaires pour contribuer aux stratégies de prévention à l'échelle européenne, nationale ou locale

L'agence portera son action sur la connaissance et la compréhension des expositions environnementales et professionnelles, et de leur impact sur la santé. En matière d'impacts sanitaires de riverains des zones industrielles ou de sites contaminés, plusieurs investigations et études seront également menées ou finalisées en 2023. Ces études, sont destinées à apporter l'expertise de l'agence au plus près du décideur, pour l'aide à la décision à partir de données robustes et locales. Les expériences impliquant les parties prenantes, seront promues, dans un objectif de développement du dialogue avec la société. Ces démarches seront menées dans un cadre formalisé entrant dans les méthodologies développées par l'agence.

Par ailleurs, Santé publique France proposera une note sur la faisabilité de mener une étude nationale multicentrique de surveillance épidémiologique de populations riveraines de bassins industriels. Dans le champ des perturbateurs endocriniens, et tel que cela avait été prévu dans le cadre de la stratégie nationale sur les perturbateurs endocrinien (SNPE2), l'agence proposera une priorisation des effets sanitaires à surveiller (projet PEPS'PE) et produira un bilan de la surveillance menée sur la santé reproductive. Enfin Santé publique France poursuivra les travaux sur l'estimation du fardeau environnemental, prévus dans le cadre du PNSE4, avec la publication début 2023 d'un rapport sur la méthodologie de priorisation des couples pathologies/facteurs de risque à intégrer. Au niveau européen, Santé publique France contribuera également au projet Best-Cost (*Burden of Disease based methods for estimating the socio-economic cost of environmental stressors*).

Santé publique France prévoit pour 2023 la publication de plusieurs études quantitatives d'impact sanitaire dans le champs de la santé environnement, concernant : 1) la morbidité associée à une exposition à la pollution de l'air ambiant ; 2) l'exposition à la pollution de l'air dans les établissements scolaires ; 3) l'exposition au bruit des transports ; et 4) l'exposition à la pollution de l'air ambiant, au bruit, à la chaleur, au déficit d'espaces verts urbains, et aux mobilités actives, via des études intégrées conduites dans trois zones pilotes (Rouen, Lille, Montpellier).

En matière d'évaluation des expositions, Santé publique France publiera un guide méthodologique sur la mise en œuvre d'une étude de biosurveillance post-accidentelle. L'agence élaborera avec l'Anses, le protocole de la nouvelle enquête conjointe sur l'alimentation, la nutrition, l'état de santé et la biosurveillance et notamment la priorisation des biomarqueurs à analyser dans le programme national de biosurveillance. Elle poursuivra également ses travaux dans les outremer, visant à mieux caractériser les expositions à des substances comme les métaux ou la chlordécone aux Antilles. Enfin, au niveau européen, SpFrance pilotera le module de travail du projet PARC (*Partnership for the Assessment of Risk from Chemicals*) centré sur l'amélioration des méthodes d'évaluation des expositions environnementales et humaines, en partenariat avec l'agence allemande de l'environnement en vue de sa soumission auprès de la Commission Européenne et coordonnera un module centré sur l'amélioration des méthodes d'évaluation des expositions environnementales et humaines. Santé publique France animera par ailleurs les réunions du réseau national de partenaires PARC constitué d'une centaine de partenaires français,

regroupant les représentants d'administrations centrales, les équipes scientifiques et les parties prenantes intéressées à PARC.

Dans le champ spécifique de la santé au travail, et en réponse aux priorités exprimées dans la préparation du 4e plan santé-travail, une évaluation des expositions cumulées aux facteurs de risque cardio-vasculaire chez les salariés sera menée. À partir du programme Matgéné, des indicateurs d'exposition professionnelle dans la population des travailleurs français seront produits pour les nuisances suivantes : pesticides et bruit. Une synthèse des expositions professionnelles sera réalisée dans la population des travailleurs du bâtiment et des travaux publics. Par ailleurs, le programme Matphyto déclinera de façon régionale les indicateurs d'exposition aux pesticides à partir de la culture de la vigne. Les programmes Matgéné et Matphyto illustrent un savoir-faire original et assez unique de Santé publique France pour l'élaboration de Matrices Emplois-Exposition (MEE) ou Cultures-Exposition (MCE) qui sont des outils d'intérêt pour la recherche et pour l'orientation de politiques de prévention. Dans ce cadre, l'agence a engagé une réflexion afin de proposer la constitution et l'animation d'un réseau de partenaires, producteurs et utilisateurs de matrices, afin de fédérer et mutualiser les outils et connaissances sur ce sujet et pouvoir structurer les travaux conduits autour d'objectifs et de besoins partagés.

Programme national de Biosurveillance	Note de priorisation des substances au sein du PNBS	Avril 2023
Multiexpositions professionnelles	Rapport « Multiexpositions professionnelles à des agents ayant un effet cardio-vasculaire chez les salariés en 2017 »	Mars 2023
Biosurveillance post-accidentelle	Guide sur la mise en œuvre d'un dispositif de biosurveillance post- accidentelle	Juin 2023
Enquête conjointe Santé publique France / Anses sur la santé et la biosurveillance	Protocole de l'enquête	Juin 2023
PestiRiv : expositions aux pesticides des riverains des parcelles viticoles	Rapport sur les résultats de l'étude PestiRiv	Juin 2024
Priorisation et surveillance des effets sanitaires liés aux expositions aux perturbateurs endocriniens	Résultats de l'étude de priorisation (projet PEPS'PE)	Mars 2023
	Bilan des indicateurs de santé reproductive et perspectives d'analyse des impacts sanitaires des PE	Mars 2023
Estimation du fardeau environnemental	Rapport sur la méthode de priorisation des couples pathologie/facteur de risque	Janv. 2023

	sur lesquels conduire en priorité l'estimation du fardeau environnemental	
Surveillance des épidémies de gastro-entérites (GEA) d'origine hydrique	Bulletin de santé publique	Juin 2023
Étude multicentrique de l'état de santé des populations autour des bassins industriels	Bassins industriels : rapport sur la faisabilité d'une surveillance épidémiologique des populations riveraines, le cas échéant protocole	Avril 2023

Évaluation quantitative d'impacts sanitaires – EQIS – Pollution atmosphérique	Études quantitatives d'impact sanitaire dans le champ de la santé environnementale, concernant la morbidité associée à une exposition à la pollution de l'air ambiant	Novembre 2023
	Exposition à la pollution de l'air dans les établissements scolaires	Septembre 2023
	Exposition au bruit des transports	Novembre 2023
	Exposition à la pollution de l'air ambiant, au bruit, à la chaleur, au déficit d'espaces verts urbains, et aux mobilités actives, via des études intégrées conduites dans trois zones pilotes (Rouen, Lille, Montpellier)	Décembre 2023

Objectifs	Type d'étude	Intitulé (liste non exhaustive)
Caractériser les expositions et les impacts sanitaires pour contribuer aux stratégies de prévention à l'échelle européenne, nationale ou locale	Études locales de l'état de santé des populations autour des bassins industriels	<ul style="list-style-type: none"> - Pertinence et faisabilité d'une étude épidémiologique visant à identifier la contribution de la pollution atmosphérique dans la survenue des pathologies observées sur le secteur de Saint-Nazaire – Pays-de-Loire - Poursuite du dispositif OSaRiB/Esspol en région Grand Est sur des communes de la Moselle (riveraines d'une cokerie), du Haut-Rhin (bassin industriel de la vallée de la Thur) et de la Meuse (futur site de stockage des déchets nucléaires)
	Études locales de l'état de santé des populations vivant sur ou à proximité de sols pollués	<ul style="list-style-type: none"> - Étude du contexte local (étude Prior) et état de santé des populations riveraines de la vallée de l'Orbiel (ancien site minier de Salsigne) – Occitanie (2023) - PRISCAA (Perception du Risque Sanitaire, Connaissances Adaptations et Attentes) des populations vivant autour d'une ancienne fonderie de métaux non ferreux (ancien site Metaleurop) – Hauts de France (2024) - État de santé perçue des populations vivant autour du site industriel de Lacq (2023) - KANNARi2 : mesure de l'imprégnation des populations martiniquaise et guadeloupéenne par la chlordécone et par d'autres polluants environnementaux d'intérêt – Antilles (2023-2025)

	Évaluation quantitative de l'Impact sanitaire lié à une exposition à la pollution de l'air	- Évaluation de l'impact sanitaire en termes de morbidité dans toutes les régions (Plaquette EQIS morbidité) - Évaluation de l'impact sanitaire des expositions aux brumes de sable - Antilles
	Investigation de clusters de maladies non infectieuses	Poursuite et finalisation de plusieurs investigations de suspicion d'agrégats temporaux-spatiaux de maladies non infectieuses

Objectif 2. Renforcer et moderniser les dispositifs de surveillance, d'observation et de prévention des risques liés à l'environnement général et/ou professionnel

Santé publique France a développé plusieurs dispositifs de surveillance des pathologies en lien avec l'environnement général et professionnel. Ces dispositifs servent à produire les indicateurs utiles à la prévention des populations générales et professionnelles et, au-delà, contribueront à l'estimation des fardeaux environnementaux et professionnels des maladies (cf. fiche enjeu sur le fardeau).

S'agissant du champ de la santé au travail, l'agence a adapté au décours de la pandémie un certain nombre de dispositifs pour évaluer les impacts de l'épidémie sur la santé des travailleurs (voir les travaux Coset MSA et Coset indépendant dans le focus programme Covid-19). Dans le cadre de la feuille de route « Prévention du mal-être en agriculture » au sein de laquelle SpFrance a été récemment impliquée, l'agence propose de mener des travaux sur la faisabilité d'une approche combinée et intégrée pour articuler vigilance et surveillance. Dans un premier temps, la faisabilité de mettre en place à partir des données OSCOUR® une détection précoce de tout signal défavorable de l'évolution de la fréquence des pensées suicidaires et des tentatives de suicide dans le « monde agricole » sera testée.

Au-delà, Santé publique France poursuivra ses efforts pour renforcer ses dispositifs de surveillance en proposant une phase expérimentale de recueil des données en lien avec les éditeurs de logiciels dans le cadre du dispositif des maladies à caractère professionnel (MCP). Ce projet s'inscrit plus globalement dans le cadre de l'action 10.2 du PST4 pour laquelle Santé publique France, avec la Dares et l'Anses, a initié une réflexion sur l'évolution des systèmes de surveillance fondés sur la médecine du travail. Enfin, une version modernisée du dispositif de surveillance des mésothéliomes verra le jour fin 2022 / début 2023.

Au-delà et sur le champ de la santé au travail, Santé publique France initiera une réflexion sur la centralisation des données de biosurveillance professionnelle et, plus largement, proposera des modalités de surveillance en entreprise, en lien avec ses partenaires.

Elle poursuivra ses travaux sur la surveillance des troubles musculo-squelettiques en étudiant plus particulièrement les interactions entre ces pathologies et les affections psychiques lors du télétravail mis en place lors des confinements et en s'appuyant sur les résultats de Coviprev. Sur les accidents routiers professionnels, Santé publique France contribuera comme chaque année à la publication de l'essentiel du risque routier professionnel dont la coordination est assurée par la Direction générale du travail.

Dispositif national de surveillance des mésothéliomes - DNSM	Lancement du dispositif	Début 2023
Troubles musculo-squelettiques	Étude des relations complexes entre conditions de télétravail et survenue de lombalgie, en intégrant la symptomatologie dépressive	Mars 2023

Plomb et saturnisme	Analyse des données de DO 2020 IdF	Jan. 2023
	Enquête sur les expositions au plomb dans des plaines d'épandage (Montarcy, 95)	Décembre 2022
	Contribution à la stratégie de lutte des intoxications aux métaux lourds en Guyane - Note sur les données issues des systèmes de surveillance (SNSPE notamment)	Mars 2023

Feuille de route « Prévention du mal-être en agriculture »	Note « Stratégie, outils et partenariats de Santé publique France » dans le cadre de la feuille de route interministérielle « Prévention du mal-être en agriculture »	Début 2023
	Étude de faisabilité pour mise en place d'une détection précoce de tout signal défavorable à partir des données OSCOUR®	Fin 2023

Renforcer et moderniser les dispositifs de surveillance, d'observation et de prévention des risques liés à l'environnement général et/ou professionnel	Surveillance des épidémies de GEA d'origine hydrique	Poursuite du dispositif de surveillance, bilan d'étape et évaluation (2023)
	Surveillance des plombémies de l'enfant et du saturnisme (SNSPE)	Poursuite du dispositif de surveillance, Bilan national (2023)
	Surveillance épidémiologique suite survenue d'un accident industriel	- Santé Post Incendie 76 : dispositif d'évaluation épidémiologique des conséquences sur la santé de l'incendie industriel survenu à Rouen sur le site LUBRIZOL le 26/09/19 - Surveillance de la santé mentale, des indicateurs cardio-vasculaires et de santé périnatale prévue en 2023, Normandie
	Surveillance de la légionellose	Étude sur l'identification des zones de surincidence de la légionellose et exploration de l'influence de plusieurs facteurs environnementaux – Auvergne Rhône Alpes (2023)

Objectif 3. Développer les stratégies d'influence et de plaidoyer pour promouvoir les aménagements favorables à la santé

Au niveau national et en s'inspirant de démarches déployées à l'International, l'agence expérimente le développement d'une stratégie de plaidoyer visant les thématiques santé-environnement-travail. Au travers d'une méthode reproductible, déclinée en 4 étapes, il s'agit de « persuader des personnes ou des instances investies de certains pouvoirs d'apporter leur soutien à des changements touchant la santé des populations ». La première thématique investiguée pour ce genre d'exercice est l'adaptation à la chaleur dans le cadre du changement climatique. Sur la base de cet exemple concret, un guide méthodologique, illustrant points forts

et limites de la démarche, sera proposé. C'est également dans ce but que Santé publique France poursuivra sa collaboration avec IANPHI dans le champ des liens entre changement climatique et santé en assurant la présidence du groupe dédié notamment.

Développer les stratégies d'influence et de plaidoyer pour promouvoir les aménagements favorables à la santé	Évaluation et promotion d'interventions de prévention et de promotion de santé efficace et efficiente	Évaluation du programme d'intervention Jafa visant à réduire l'exposition à la chlordécone liée à la consommation d'aliments cultivés dans des jardins pollués – Antilles (2023)
	Déploiement des actions de prévention et de promotion de la santé visant le développement de compétences personnelles et sociales, le changement ou l'adoption d'habitudes vie et de comportements	Élaboration de messages destinés à être déclinés dans toutes les actions de communication qui visent à réduire l'exposition alimentaire à la chlordécone (2023) - Antilles

Une seule santé

Le principe « Une seule santé »

En décembre 2021, l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont adopté une définition du concept « Une seule santé » formulé par le Groupe d'experts de haut niveau pour l'approche Une seule santé (OHHLEP). Selon la définition, le principe « Une seule santé » *« consiste en une approche intégrée et unificatrice qui vise à équilibrer et à optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. Il reconnaît que la santé des humains, des animaux domestiques et sauvages, des plantes et de l'environnement en général (y compris des écosystèmes) est étroitement liée et interdépendante ».*

Cette approche, soutenue depuis 2015 par l'OMS est d'autant plus importante à considérer que les principales menaces pour la santé publique pour les années et décennies à venir que représentent les effets combinés des changements climatiques, de l'altération de la biodiversité et de l'exposition aux substances chimiques affectent également la qualité des ressources environnementales et impactent les écosystèmes terrestres et aquatiques.

Ainsi, les synthèses récentes du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat, et de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques concluent à des impacts de ces modifications globales de notre environnement sur la santé humaine ; mais aussi sur l'augmentation des événements climatiques extrêmes, la modification d'expositions environnementales, l'émergence et à la sévérité de certaines maladies infectieuses comme les zoonoses ou maladies vectorielles. Elles soulignent également la nécessité d'approches intégrées ambitieuses pour protéger la santé humaine, ainsi que les nombreux bénéfices sanitaires des stratégies de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de protection de la biodiversité.

« Une seule santé », principe fondamental de l'action intégrée de Santé publique France

« Une seule santé » est un des principes fondamentaux de l'action intégrée de Santé publique France, et qui s'applique à une part importante des activités de l'agence, de la surveillance de l'état de santé de la population à la mise en œuvre d'actions de préventions et de promotion de la santé en particulier axées sur les populations les plus vulnérables.

L'agence contribue notamment à produire de nombreux indicateurs qui permettent de surveiller l'état de santé de la population pour les principales pathologies infectieuses ou chroniques. Au-delà, ces indicateurs sont mis en relation avec les principaux déterminants de la santé, pour permettre une meilleure compréhension des interactions complexes entre santé des populations, émergence de pathogènes, qualité de l'environnement, incluant celle des environnements urbains et des agroécosystèmes et de l'alimentation.

Dans une optique d'appui à la décision, l'agence développe par ailleurs des méthodologies d'évaluation d'intervention qui permettent d'évaluer l'impact sur la santé publique de mesures destinées à promouvoir des environnements favorables à la santé, qu'il s'agisse d'environnements urbains, agricoles ou professionnels. Elle s'appuie enfin sur les données probantes pour développer des actions de prévention et de promotion de la santé, en priorité centrée sur la santé humaine, mais qui offrent également comme perspective la préservation des ressources alimentaires et environnementales ou qui visent à limiter l'apparition ou la propagation de conditions favorables à l'émergence de pathogènes.

Dans l'optique de renforcer son action en matière d'une seule santé, Santé publique France collabore par ailleurs avec un nombre important de partenaires territoriaux, nationaux et internationaux investis sur les autres composantes intéressant la santé des écosystèmes ou la qualité des ressources naturelles.

Ces collaborations permettent de développer des approches pluridisciplinaires indispensables à la mise en œuvre du principe « Une seule santé » qui peuvent se décliner selon trois axes principaux :

- i) la constitution de systèmes d'alerte précoces dans un objectif d'anticipation des menaces physiques, chimiques ou biologiques (système d'alerte canicule et santé ; surveillance des maladies infectieuses émergentes ; surveillance des expositions aux substances chimiques ; surveillance des eaux usées) ;
- ii) la mise en œuvre d'interventions de santé publique centrées sur les différents déterminants environnementaux comprenant la qualité des agroécosystèmes et alimentaires de la santé dans un objectif de prévention et de promotion de la santé (investigations sur les clusters de pathologies infectieuses, chroniques ou infections alimentaires ; NutriScore) ;
- iii) le plaidoyer pour la prise en compte du principe une seule santé dans les politiques publiques intersectorielles qui concernent la qualité de l'environnement, de l'alimentation ou encore les politiques d'adaptation et d'atténuation pour lutter contre les effets des changements climatiques (antibiorésistance, qualité microbiologique et chimique des aliments, et de l'eau, qualité de l'air, qualité des environnements professionnels)

La déclinaison du principe « Une seule santé » dans le programme de l'agence

La dimension « Une seule santé » bénéficie de la contribution transversale de différents enjeux du programme de travail de Santé publique France.

Concernant l'enjeu Santé Environnement, changement climatique et environnement de travail, les actions visent en particulier à promouvoir les approches « Une seule santé » pour la mise en œuvre de politiques publiques visant à protéger la santé humaine des différents facteurs de risques environnementaux et professionnels. Dans le champ du changement climatique, Santé publique France préside le comité lanphi sur le changement climatique et santé et cherche dans ce cadre à favoriser les interactions entre les agences nationales de santé publique et les autres institutions en charge de l'environnement et de l'alimentation. Dans cette perspective, Santé publique France amorcera une réflexion à l'échelle nationale fondée sur les principes « une seule santé » et santé planétaire, qui impliquera d'identifier les partenaires essentiels ainsi que les indicateurs pertinents..

En matière de compréhension des expositions aux substances chimiques, les données acquises aux travers des enquêtes menées par l'agence s'attacheront à identifier les déterminants alimentaires et environnementaux des expositions humaines, permettant ainsi à l'agence d'émettre des recommandations pour réduire les expositions humaines aux contaminants. Des réflexions méthodologiques sur les croisements d'indicateurs d'exposition environnementales et alimentaires ainsi que sur le développement de méthodes quantitatives des impacts sanitaires qui permettent d'évaluer les co-bénéfices des interventions sur l'environnement seront conduites. Ces méthodes seront particulièrement mises en œuvre sur des environnements urbains ou industriels.

Enfin, les impacts de l'environnement sur la santé de travailleurs qui y sont particulièrement exposés sont également largement abordés dans le cadre de l'enjeu – en priorité sur les populations de travailleurs agricoles, ou de travailleurs du bâtiment.

Concernant l'enjeu Anticipation, préparation et réponse aux menaces de santé publique, dont les épidémies, les actions visent à concrétiser l'approche Une seule santé dans les activités de veille et de surveillance, permettent d'anticiper et de préparer la réponse aux risques épidémiques zoonotiques identifiés et ceux encore inconnus.

Dans le champ de la veille et la surveillance, l'agence continue à mettre en œuvre une approche plus intégrative de la surveillance, par une démarche collaborative et transdisciplinaire. Dans cette perspective, l'agence mènera des actions visant le renforcement de collaboration et l'harmonisation des méthodes des Laboratoires nationaux de références et les Centres nationaux de référence, et l'intégration des données de séquençage des micro-organismes. La collaboration très proche avec les partenaires de multiples disciplines (microbiologie, santé animale, faune sauvage, entomologie, écologie, sécurité alimentaire, ...), sera assurée par la participation en tant que membre du Copil des plateformes de surveillance SCA (Surveillance de la Chaîne Alimentaire) et ESA (Épidémiosurveillance Santé Animale), des Groupes de travail de l'Anses, et de l'INRAE (GT Vecteurs, Comité d'Orientation Stratégique, GECU,...), et des initiatives internationales (membre du comité scientifique de Vectornet, présidence du Copil du *Emerging and Vectorborne Diseases Network* de l'ECDC...). Enfin, la participation de l'agence à la mise en place du dispositif SUM'Eau (Surveillance microbiologique des eaux usées), en collaboration avec l'Anses, met en exergue l'intérêt d'une surveillance environnementale des eaux usées, pour la détection et le suivi de la circulation de certains agents pathogènes. Ainsi, la surveillance environnementale du SARS-CoV-2 a été initiée en 2022, montera en puissance au cours de l'année 2023.

La même approche est développée dans de nombreux domaines infectieux (grippe zoonotique, surveillance des eaux usées...), mais on peut citer le champ de la résistance aux antibiotiques et la concrétisation de l'ensemble des actions de surveillance et de prévention qui est développé chaque année dans une synthèse commune à l'occasion de **La Journée européenne d'information sur les antibiotiques du 18 novembre et la Semaine mondiale pour un bon usage des antimicrobiens**. Ce travail associe Santé publique France avec l'ANSM, l'Anses, l'Assurance maladie et la Haute Autorité de santé, en lien avec la mission Biodiversité, santé, activités anthropiques du Commissariat général au développement durable, la mission Antibiorésistance du ministère de la santé et de la prévention, le bureau des intrants et de la santé publique en élevage de la Direction générale de l'alimentation et de leurs partenaires.

En effet, en France, les actions de prévention de la résistance des bactéries aux antibiotiques ou antibiorésistance sont portées par la feuille de route interministérielle publiée en novembre 2016. La stratégie nationale 2022-2025 de prévention des infections et de l'antibiorésistance renforce encore les actions pour le bon usage des antibiotiques, la prévention et le contrôle des infections en santé humaine. Elle définit pour la santé humaine des indicateurs prioritaires et des valeurs cibles à atteindre d'ici 2025.

Le groupe AMR-ENV mis en place dans le cadre du méta-réseau professionnel de lutte contre l'antibiorésistance Promise, travaille à une procédure de standardisation et d'inter-calibration des méthodes pour quantifier ces indicateurs. La démonstration de la pertinence de ces indicateurs sera faite via des études pilotes sur des échantillons déjà collectés sur lesquels il sera possible de faire des analyses complémentaires, mais aussi en prospectif sur quelques zones ateliers ciblées. Il s'agit de montrer la faisabilité d'une surveillance de routine de l'antibiorésistance dans l'environnement.

Fardeau des maladies et de leurs déterminants, efficacité des interventions et retour sur investissement de la prévention

Les enjeux de surveillance et de prévention des maladies sont triples. Premièrement il s'agit de la connaissance de leur fardeau, de la compréhension de la chaîne de causalité et des leviers d'interventions coût-efficaces en prévention primaire en amont de la maladie ; deuxièmement l'analyse de leur impact sur l'écosystème sanitaire est essentielle afin d'ajuster une organisation des soins adaptée pour tous, équitables, à un coût acceptable et soutenable. Enfin l'analyse des retombées en termes de mortalité prématurée, d'incapacités avec des conséquences sur la qualité de vie, la santé perçue, la vie sociale et active des malades et aidants constitue le troisième pilier de ces enjeux.

La prise en compte de ces derniers paramètres a amené à faire évoluer les indicateurs des maladies et de leurs déterminants vers des indicateurs d'impact plus dynamiques que sont, à un âge donné, l'espérance de vie en bonne santé, le nombre d'années de vie vécues avec incapacité et les années de vie perdues (décès survenus avant l'espérance de vie à un âge donné). En plus des conséquences sur l'accroissement du fardeau des maladies liées à l'âge, l'évolution démographique marquée par le vieillissement de la population oblige à projeter à court et moyen termes l'augmentation du fardeau des fragilités, pertes d'autonomie et dépendance à venir.

La connaissance plus complète et précise de la chaîne de causalité des maladies, de l'interaction du biologique avec l'environnement de vie, des déterminants en sciences comportementales, de la manière dont l'environnement influe sur les comportements, les ressentis et la santé perçue ont progressivement fait évoluer l'appréhension des enjeux des maladies ces vingt dernières années d'une approche clinique vers une approche globale plus intégrée ou encore approche One Health (« Une seule santé ») tenant compte de l'intrication de l'ensemble de ces facteurs (cf. focus).

Au-delà de sa dimension infectieuse, la pandémie de Covid-19 illustre ses intrications fortes avec l'état de santé d'une population et le retentissement majeur sur les populations avec des pathologies chroniques aggravant la Covid-19 (syndémie) et affectant, de manière possiblement lourde et sur le long terme, la santé et le fardeau des maladies.

La finalité de cet enjeu est la réduction du fardeau des maladies et de ses conséquences. Cela nécessite tout d'abord de mobiliser les meilleures données possibles pour estimer le fardeau, suivre l'évolution de l'état de santé des populations afin d'éclairer la prise en compte des enjeux de santé publique ; il s'agit d'identifier les interventions probantes afin de les déployer dans le but de favoriser les comportements et environnements de vie favorables à la santé. Enfin, et dans une logique d'efficience des politiques publiques, l'ambition de cet enjeu est de pouvoir proposer un calcul du retour sur investissement des interventions expérimentées ou déployées afin de disposer d'une liste d'interventions coût-efficaces destinées à améliorer l'état de santé de la population et leurs capacités à réduire les inégalités en matière de santé ou assurer l'équité en santé.

Estimer le fardeau dans une logique de continuum entre l'observation, l'action et l'évaluation est un enjeu clé pour l'agence. Cette approche permet de renforcer sa contribution à la hiérarchisation, au choix des priorités et à celui des politiques publiques en matière de santé.

Malgré une année 2022 encore très impactée par la gestion de la crise Covid, le bilan des réalisations des objectifs opérationnels en 2022 de l'enjeu 4 souligne les avancées de la feuille de route de l'enjeu dans ses 3 axes.

Il s'agit notamment pour l'axe 1 (« *Produire et décliner les indicateurs du fardeau des maladies pour la France* »), de la production des indicateurs nationaux des années de vie perdues selon les maladies, de la préparation de grandes enquêtes de santé en population générale qui seront déployées en 2023, ou encore de l'ensemble des données et travaux de surveillance en population générale produits par l'agence.

S'agissant de l'axe 2 (« *Évaluer et promouvoir les interventions de prévention et de promotion de santé les plus efficaces et les plus efficientes* »), les travaux réalisés en 2022 se sont inscrits dans la continuité des actions menées par l'agence en matière de développement, de repérage et d'évaluation d'interventions issues de la recherche française ou de soutien à l'adaptation française d'interventions étrangères efficaces. Ces travaux ont permis d'alimenter, en parallèle, la construction d'un registre d'interventions efficaces et prometteuses (*evidence-based program register*, parfois traduit par « centre de preuve »), avec pour objectif de rendre facilement accessible aux décideurs et chefs de projet territoriaux un catalogue d'interventions déjà évaluées. Un comité d'évaluation a été nommé en juin 2022 afin d'appuyer cette démarche.

Ces travaux ont enfin permis de nourrir la stratégie d'évaluation de l'impact médico-économique des interventions spécifiques qui sous-tend l'axe 3 du programme (« *Calculer le retour sur investissement des projets présents dans le registre* »). En 2022, Santé publique France a notamment contribué à l'évaluation de l'impact économique de la lutte contre le tabagisme

Les objectifs 2023 s'inscrivent, de manière opérationnelle, dans la continuité de cette approche globale, tout en tenant compte du niveau de maturité de chacun des axes développés à l'appui de cet enjeu.

Objectif 1. Produire et décliner à l'échelon territorial les indicateurs du fardeau des maladies pour la France

En 2023, les objectifs sur le fardeau s'inscriront essentiellement dans la continuité des travaux engagés en 2022. Outre la production et la valorisation des indicateurs classiques en fonction des pathologies ou des facteurs de risque et déterminants, ou par population, les travaux viseront à poursuivre le développement des indicateurs des années de vie perdues par pathologie pour une dizaine de pathologies sélectionnées au niveau régional. Il sera également question de développer le cadre méthodologique pertinent pour la France en matière d'estimation des années de vie perdues ajustées sur l'incapacité (AVI ou DALYs - *Disability-adjusted life years*). L'année 2023 permettra de finaliser le protocole de l'enquête nationale par cycle et continue de santé, biosurveillance, alimentation et nutrition pour son lancement prévu en 2024 mutualisée avec l'Anses. L'agence mettra également en œuvre le calendrier des enquêtes en population du Baromètre Santé publique France.

Fardeau en population générale

Années de vie perdues selon les maladies	Rapport : les années de vie perdues pour toutes causes de décès, par âge et sexe, au niveau national en France en 2017	Mars 2023
	Article : estimation des années vécues avec une incapacité (YLD) liées aux pathologies sélectionnées au niveau national en France en 2017	Déc. 2023

	Note au décideur et Indicateurs : estimation du fardeau environnemental de la mortalité prématurée (années de vie perdues, YLL)	Déc. 2023
	Estimation du fardeau environnemental des maladies (Années de vie perdues ajustées sur l'incapacité, Dalys)	Déc. 2024
Enquêtes en population générale	Protocole d'enquête nationale, santé, biosurveillance, alimentation et nutrition mutualisée INCa (Anses) et Esteban (Santé publique France)	Juin 2023
	Labellisation CNIS des Enquêtes Baromètre de Santé publique France	Nov.2023
	Rapport de faisabilité de l'Enquête de santé dans les communes de l'intérieur en Guyane	Mai 2023
Surveillance des maladies non transmissibles	Surveillance des cancers - stratégie décennale de lutte contre les cancers	
	Article BEH. Incidence des cancers en 2023 et tendances depuis 1990	Mars 2023
	Rapport. Estimations de la survie des personnes atteintes de cancer dans les DROM	Mars 2023
	Article et indicateurs. Estimations de la survie des personnes atteintes de cancer selon le stade au diagnostic en métropole	Juin 2023
	Note intermédiaire et rapport final. Expertise en réponse à la saisine DGS sur l'augmentation l'incidence des glioblastomes confirmés histologiquement entre 1990 et 2018	Juillet - décembre 2024
	Rapport. Évolution des tumeurs du système nerveux central chez les enfants en France métropolitaine	Déc. 2024
	Évaluation de la performance des programmes de dépistage organisé des cancers	
	Production et valorisation des indicateurs des programme de dépistage organisé des cancer du sein, du col de l'utérus et du cancer colorectal	2023
	Surveillance des maladies cardio-neuro-vasculaires	
	Estimation du nombre d'hypertendus attribuables à l'alcool en France	Fév. 2023
	Article. Prévalence de la maladie rénale chronique	Déc. 2025
	Article et indicateurs. Mise à jour et analyse des tendances de l'insuffisance cardiaque en population générale et chez la femme enceinte	Déc. 2023
	Surveillance du diabète	
	Caractéristiques, état de santé, qualité de vie, recours aux soins des personnes diabétiques résidants en outre-mer	Déc. 2023
	Prévalence du diabète total, non traité pharmacologiquement et traité par recours traditionnel dans les DROM	Sept. 2023
	Description de l'état de santé des diabétiques de type 1 à partir de l'étude Entred 3	Nov. 2023
Évolution de l'incidence du diabète à partir du SNDS	Nov. 2023	
Rapport. Étude des freins et leviers dans la gestion du diabète de type 2, analyse des trajectoires	Déc. 2023	

	Surveillance des maladies respiratoires chroniques Articles international. Liens entre tabac, cigarette électronique et santé respiratoire	Déc. 2023
	Base de données. Identification de la population d'étude pour l'analyse longitudinale dans la cohorte Constances	Déc. 2023
Surveillance de la santé mentale	Valorisation des résultats de l'enquête Enabee	2023
	Note. Impact psychologique cinq ans après les attentats du 13 novembre 2015	Déc. 2023
	Valorisation de données de l'ENP. Prévalence de la dépression du postpartum , facteur associés à la santé mentale et évolution des indicateurs	Mars 2023
	Synthèse et note. Suicides des personnes sous-main de justice	Déc. 2023
	BEH et BSP. Prévalence des troubles caractérisés de la santé mentale au niveau national et régional	Mars 2023
	Articles BEH. La santé mentale en population adulte et adolescente (bien-être ; troubles anxieux et dépressifs ; conduites suicidaires) à partir des données d'enquêtes pérennes (Baromètres de Santé publique France, CoviPrev et Enclass)	Juin 2023 Déc. 2023
	Article. Enquête auprès des professionnels de santé sur la prise en charge de l'addiction en périnatalité en Normandie	Mars 2023
Surveillance des facteurs de risques liés aux modes de vie	Connaissances et déterminants psychosociaux des recommandations alimentaires d'activité physique et de sédentarité Note et article sur la prévalence de la corpulence mesurée des enfants et d'activité physique enfants et adultes (données issues de la fusion des données Esteban-INCa3)	Déc. 2023
	Valorisation Baromètre santé 2023 : alimentation et activité physique	Déc. 2023
	Article BEH sur les connaissances des recommandations du PNNS, à partir du Baromètre santé de Santé publique France 2021	Juin 2023
	Préparation de la nouvelle enquête nutritionnelle	Déc. 2023

	Consommation d'alcool et étude des déterminants Article BEH sur le dépassement des repères à moindre risque à partir du module « Alcool » des Baromètres Santé 2021 : données nationales et régionales	Avril 2023
	Chapitre sur les données alcool du Baromètre Cancer 2021, en collaboration avec l'INCa	Février 2023
	Consommation de drogues illicites, étude des déterminants et de leur impact en termes de morbidité et de mortalité Article. Prévalence de la consommation de cannabis en France à partir du Baromètre santé 2021, en collaboration avec l'OFDT	Déc. 2022
	Estimation du nombre de passages aux urgences liés à la cocaïne (DATA)	Déc. 2023
	Exploitation des modules CBD et protoxyde d'azote de l'enquête « Tabac » 2022	Déc. 2023

	Suivi de la prévalence tabagique Article BEH sur la prévalence du tabagisme en France en 2022, à partir du Baromètre de Santé publique France 2022	Mai 2023
	Article BEH sur le sevrage tabagique à partir du Baromètre santé 2021 : tentatives d'arrêt du tabac, envie d'arrêter et facteurs associés	Mai 2023
	Chapitre sur les données tabac du Baromètre Cancer 2021, avec l'INCa	Février 2023
Surveillance à partir des données des registres épidémiologiques	Référentiel CNIL des registres des cancers pour le traitement des données à caractère personnel	2023
	Standardisation des rapports d'activité des registres des malformations congénitales	Jun.2023
Surveillance des maladies infectieuses	Rapport d'évaluation du système de surveillance des ITL	Juin 2023
	Surveillance des hépatites B, C et Delta - BEH - Article international sur dépistage VHC et AAD - EH thématique - Hépatites B, C et delta : des données épidémiologiques aux recommandations en vue de l'élimination	2022 - 2025 Janv. 2023 Mars 2023 Juin 2023
	Surveillance, études et expertise pour les maladies à prévention vaccinale Rapport d'Enquête de couverture vaccinale à la Réunion	2022 - 2025 Juin 2023
	Notes trimestrielles. Indicateurs CV inclus dans « suivi des réformes prioritaires »	Mars 2023 Juin 2023 Sept. 2023 Déc. 2023
	Acceptabilité, déterminants et préférences de la vaccination contre les infections à HPV – projet sur plusieurs territoire, dont Antilles et Bretagne	2023
	Article sur l'augmentation des infections invasives à Hib chez les jeunes enfants en France	Mars 2023
	Notes. Suivi couverture vaccinale contre la grippe	Avr. 2023
	BEH. Bilan annuel de l'épidémiologie de l'infection à pneumocoque et de la rougeole	Juin 2023
	Note couverture vaccinale des nourrissons CS24	Sept. 2023
	Surveillance du VIH et des IST bactériennes Valorisation. Facteurs de risques associés aux IST (ERAS 2021)	Juin 2023
	Article international valorisation des données VIH/IST de l'enquête Santé à Mayotte	Mars 2023
	Article sur la surveillance de la syphilis congénitale en France (enquête PMSI)	Déc. 2023
	BEH thématique VIH/IST	Déc. 2023
	1) Indicateur d'estimations d'incidence du VIH par groupe de transmission 2) Indicateurs de dépistage et de diagnostic du VIH et des IST bactériennes	Déc. 2023
	Rapport d'évaluation de la surveillance du VIH	Déc. 2023
	Surveillance des maladies infectieuses chez les usagers de drogues Indicateurs Enquête Coquelicot	Déc. 2023

	Surveillance épidémiologique des donneurs de sang Production des indicateurs et valorisation de l'ouverture du don de sang aux HSH	2023
--	--	------

Accidents de la vie courante (AcVC) et traumatismes	Estimation du nombre d'années de vie perdues liées aux Accidents de la vie courante (AcVC) et effet des ISS	Déc. 2023
	Modalités d'évolution de la surveillance épidémiologique des noyades au cours de l'été 2023	Jan. 2023
	Article. Étude de l'impact des nouvelles mobilités sur les traumatismes à partir de l'enquête Baromètre santé	Juin 2023
	Article. Les recours aux urgences pour TCL : analyses des données OSCOUR, période 2014-2020	Juil. 2023
	BEH thématique sur les accidents d'intoxications chez les enfants (suite saisine)	Août 2023

Surveillance ciblée par population

Surveillance de la santé périnatale et petite enfance en France	Rapport de l'enquête périnatale dans les DROM	Fév. 2023
	Prévalence de la dépression du post-partum mesurée deux mois après l'accouchement ; déclinaison régionale ; facteurs associés (ENP)	Mars 2023
	Rapport sur allaitement et sa poursuite jusqu'à un an et diversification alimentaire des nourrissons (Épifane)	Juin 2023
	Article : Analyse des disparités territoriales des taux de l'initiation de l'allaitement à la maternité	Sept. 2023
	Article « Facteurs associés à un dépistage du diabète dans l'année suivant la survenue d'un diabète gestationnel »	Mars 2023
	Article « Hyperglycémie maternelle dépistée précocement et impact sur les indicateurs de santé périnatale »	Mars 2023
	Rapport « Surveillance de la santé périnatale en France : déclinaisons régionales du 1 ^{er} rapport national »	Déc. 2023
	Rapport du CNEMM en 2023	Déc. 2023
	Article. Reprise du tabac aux deux mois de l'enfant à partir des données de l'ENP	Juin 2024
	Article. Création d'un nouvel indice de désavantage social en santé périnatale	Juin 2023
	Surveillance des anomalies congénitales et amélioration de la connaissance de leurs facteurs de risque	
	Installation du comité national d'appui à la surveillance des anomalies congénitales	Mars 2023
	Base commune des données collectées par les registres d'anomalies congénitales	2023-2025
	Rapport sur les données épidémiologiques françaises concernant les anomalies congénitales	Déc. 2023
	Synthèse de littérature : rapport final de la synthèse des biais méthodologiques présents dans les articles investiguant les facteurs de risque d'anomalies réductionnelles de membre	Déc. 2023

Population adulte (mi-vie > 45 ans) et personnes âgées (> 65 ans)	Surveillance de la multimorbidité Synthèse. Premiers résultats d'implémentation et validation des algorithmes de surveillance des pathologies ostéo-articulaires dans le SNDS	Juin 2023
	Surveillance de la fragilité au cours de l'avancée en âge Article. Évolution de la fragilité (2014-2019) en fonction des générations (50 ans et +) en France	Mars 2023
	Article et Indicateurs. Prévalence de la fragilité au niveau départemental	Juin 2023
	Synthèse. Hospitalisation, mortalité et risque d'institutionnalisation liés à la fragilité dans le SNDS	Juin 2023
	Article. Continuum fragilité et dépendance à partir de données d'enquêtes	Déc. 2023

Objectif 2. Évaluer et promouvoir les interventions de prévention et de promotion de santé les plus efficaces et les plus efficientes.

Santé publique France a entrepris la construction d'un registre d'interventions efficaces et prometteuses (*evidence-based program register*). Ces registres ont pour objectif de rendre facilement accessible aux décideurs et chefs de projet territoriaux un catalogue d'interventions déjà évaluées. Un comité d'évaluation des interventions a été nommé en juin 2022. Ce comité sera chargé d'analyser les projets déjà documentés dans la base, ainsi que ceux à venir, repérés dans la littérature scientifique ou soumis à évaluation par des porteurs de projets locaux.

Registre d'interventions efficaces ou prometteuses	Mise en place de la méthodologie d'évaluation des interventions (relecteurs externes, comité d'évaluation)	1 ^{er} trim.2023
	Évaluer avec la grille d'évaluation les interventions actuellement documentées dans la base de données	Fin 2023
Évaluations d'interventions	Rapport et article. Évaluation de l'efficacité du dispositif Vigilans sur la réduction des récidives suicidaires	Déc. 2023
	Rapport national du suivi en routine du déploiement du Programme de soutien à la famille et à la parentalité (PSFP 6-11) et résultats agrégés par site d'implantation	Nov. 2023
	Synthèses nationales et régionales. Suivi national du déploiement du programme « Unplugged », intervention probante de prévention des addictions au collège par le développement des compétences psychosociales	Mars 2023
	Le Point sur « Analyses des facteurs associés à la fidélité au programme Unplugged et à l'autonomisation des acteurs »	Juin 2023
	Évaluation d'efficacité et suivi de déploiement du programme « Good Behavior Game » (GBG)	Déc. 2023

Objectif 3. Intégrer le calcul des gains de santé des actions de prévention et les réductions ou gains financiers générés par ces interventions (dépenses de santé ou dépenses sociétales)

L'impact des interventions de prévention et de promotion de la santé peut mettre parfois un certain temps avant de s'exprimer. Par exemple, une non-entrée dans le tabagisme à l'adolescence pourra ne donner des résultats mesurables en termes de santé que plusieurs décennies plus tard.

L'impact de certaines interventions de prévention a parfois été étudié avec des suivis à long terme, parfois plusieurs décennies. L'évaluation du programme *Good behaviour game* mis en œuvre dans la première année du primaire, montre que l'intervention réduit le tabagisme à l'adolescence comparativement au groupe témoin ou celle du programme *Carolina Abecedarian Project*, d'enrichissement cognitif et langagier dans la toute petite enfance, qui a montré des effets sur la santé cardio-vasculaire plus de 30 ans plus tard.

En l'absence de données sur l'effet à long terme, il est nécessaire de modéliser sur le moyen et long terme ce qui pourrait se passer après les changements mesurés à court terme, à partir de scénarios. C'est ce qui a été fait par l'équipe d'économie de la prévention de l'OCDE qui a publié en 2010 l'estimation de l'impact de différentes stratégies de prévention de l'obésité et l'a mise à jour en 2019. La même équipe a modélisé l'impact d'une combinaison de stratégies préventives de la consommation dommageable d'alcool (OCDE 2015).

Contrairement aux travaux australiens et à ceux de l'OCDE qui sont consacrés à une combinaison de stratégies préventives, Santé publique France a fait le choix d'évaluer l'impact médico-économique d'interventions spécifiques de manière semblable au Washington State Institute of Public Policy, afin de construire avec le temps un tableau comparatif des retours sur investissement d'un grand nombre d'interventions en prévention.

Afin d'assurer ces travaux, Santé publique France s'appuiera sur des partenariats avec des équipes de recherche spécialisées dans le domaine, afin de développer la méthodologie et la feuille de route de ce programme de calcul du retour sur investissement des interventions et des campagnes en prévention et promotion de la santé. Ce programme ambitieux nécessitera plusieurs années de développement.

Mettre en place une fonction d'économie de la prévention	Création d'un comité d'appui thématique pour élaborer la stratégie et méthodologie du calcul du retour sur investissement des interventions	Début 2023
--	---	------------

Stratégie de prévention, marketing social et approche par populations

Au-delà de sa mission de surveillance de l'état de santé de la population et de ses déterminants, et de l'évaluation de leur impact sur la santé, Santé publique France poursuit, dans le cadre de l'enjeu Stratégie de prévention, marketing social et approche par populations une approche fondée autour du développement d'un marketing social s'appuyant sur les sciences comportementales et articulé avec une offre d'aide à distance en santé, afin de faire évoluer les connaissances, attitudes et comportements, ainsi que les représentations sociales. Elle agit également dans une perspective de plaidoyer auprès des décideurs et des différents acteurs pour agir sur les déterminants structurels, les environnements et améliorer les réglementations protectrices de la santé pour prendre en compte les déterminants commerciaux de la santé.

L'ensemble de ces actions s'inscrivent dans une perspective d'universalisme proportionné pour une prévention graduée selon les populations, afin de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS). Les modes d'action de Santé publique France peuvent s'examiner sous l'angle de la promotion de la santé intégrée (*integrated health promotion*)³ qui propose un continuum d'actions allant des approches individuelles aux approches populationnelles.

Parmi les leviers mis en œuvre, le marketing social a pour objectif de promouvoir des messages et des outils pertinents selon les publics visés afin de les amener à accepter, modifier ou abandonner volontairement un comportement dans leur intérêt et, plus largement, dans l'intérêt de l'ensemble de la société.

Le recours à une telle stratégie s'impose aujourd'hui, au même titre que la mise en œuvre des interventions visant au développement des compétences psychosociales (CPS), comme un important levier d'amélioration de la prévention. Ces deux modes d'intervention, agissant principalement sur des déterminants individuels et interpersonnels (par exemple dans le cas des défis collectifs), doivent être complétés par des approches permettant de mieux prendre en compte les dimensions sociales, organisationnelles et environnementales de la santé des populations, en particulier pour réduire les inégalités sociales et territoriales en la matière. Le recours au plaidoyer constitue ainsi un levier complémentaire et puissant aux autres stratégies de PPS. Cette approche globale devra se traduire, à l'échelon territorial, dans la manière d'apporter un appui aux ARS dans le choix des actions probantes à implémenter dans leurs territoires (cf. enjeu fardeau supra), ainsi que dans le choix des critères retenus pour soutenir et évaluer de nouvelles interventions. L'objectif est de permettre le développement d'actions de proximité au plus près des publics et notamment d'aller plus efficacement au contact de populations vulnérables, contribuant de fait à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

L'agence déploie ses programmes et actions selon une approche populationnelle (petite enfance, jeunes, adultes). Elle développe de longue date des sites internet et des applications numériques, consacrés à la prévention et à la promotion de la santé, qu'elle fait évoluer pour répondre aux attentes des utilisateurs.

³ Primary and Community Health Branch, Public Health Branch, Rural and Regional Health and Aged Care Services Division. Integrated health promotion. A practice guide for service providers. Melbourne, Victoria: Victorian Government Department of Human Services; 2008. 100 p

Par ailleurs, la Stratégie nationale de santé et le Plan priorité prévention sont organisés selon les différentes étapes de la vie : périnatalité et petite enfance, enfance, adolescence, âge adulte et personnes âgées :



À chaque tranche d'âge correspondent des données de surveillance, des opportunités stratégiques et des objectifs de prévention et de promotion de la santé spécifiques. Afin de refléter ces spécificités, la stratégie de prévention, de promotion de la santé, de marketing social et d'approche par populations (PPSMSAP) devra permettre le croisement des thèmes et des populations selon les âges, le milieu de vie et favoriser la synergie entre les approches thématiques et populationnelles.

L'approche populationnelle permet, quant à elle, de prendre en compte chaque individu dans sa globalité, et non pas uniquement par rapport à un seul déterminant, et dans son milieu de vie. Elle correspond à une perspective multithématique et centrée sur l'individu à un stade de son parcours de vie qui est évidemment marqué par l'avancée en âge, par des événements de vie (grossesse, études, mais aussi par des évolutions ou des ruptures qui peuvent justifier des interventions particulières, affinitaires, relevant de la réduction des risques...).

Les réponses apportées à l'enjeu 5 devront avant tout reposer sur une articulation solide avec les travaux portant sur le fardeau de la maladie, le retour sur investissement des actions de prévention (y compris des actions de marketing social, sur la prise en compte des inégalités sociales et territoriales de santé dans les actions et dispositifs de l'agence (en surveillance, prévention et promotion de la santé), ou encore en matière de santé environnement travail.

Les objectifs de cet enjeu sont construits sur 3 grandes cibles populationnelles déclinées en sous-objectifs. Ainsi, l'agence concentrera son action en 2023 autour des trois objectifs phares décrits ci-dessous :

Objectif 1. Permettre à toutes et tous de prendre un bon départ dans la vie

1 000 premiers jours	Campagne : post test et campagne affinitaire	Février et novembre 2023
	Développement de la stratégie d'évaluation des actions autour du site	
	Edition guide allaitement nouvelle version	Mars 2023
	Enquête pilote sur le vécu de la parentalité et des pratiques parentales	Février 2023
Séminaire de recherche maltraitance	Séminaire	Mars 2023

Objectif 2. Acquérir des compétences structurantes pour préparer l'entrée dans l'âge adulte

Développer les compétences psychosociales (CPS) des enfants, des jeunes et des adultes en position d'éducation	Actions de plaidoyer sur les CPS (tournée événementielle, film documentaire, séminaires) à destination des professionnels et du grand public	2023-2024
	Actions de communication sur les CPS (supports média et hors média) à destination des professionnels et du grand public	2024-2027
	Programmes en ligne de développement de ses CPS pour les adultes et les jeunes (et évaluations qualitatives et quantitatives)	2024-2025
Développer les compétences éducatives des professionnels et des parents en matière d'éducation nutritionnelle des enfants et adolescents	Guide sur les recommandations alimentaires pour les enfants de 4 à 11 ans et les conseils parentaux	Déc. 2023
	Diversification alimentaire. Développement d'outils complémentaires pour accompagner les parents avec un faible niveau de littératie	Déc. 2023
Déployer des interventions CPS (enfants, jeunes, adultes en position d'éducation) fondées sur les données probantes, sur tout le territoire	Référentiel CPS pratique (sur la base du référentiel théorique 2022) à destination des professionnels (notamment les formateurs)	Juillet 2023
	Guides CPS d'intervention (à partir des référentiels) pour réaliser des activités CPS auprès des enfants (3-6 ans) et des parents	Déc. 2023-juillet 2024
	Programme CPS d'auto-formation en ligne à destination des professionnels (et évaluations qualitatives)	Juin 2024
Communication et marketing social pour la promotion de la santé mentale et la prévention des troubles psychiques	Campagne de repérage des signes d'alerte de troubles et/ou de souffrance psychiques	1 ^{er} semestre 2024 - juillet 2027
	Préparation de la campagne de promotion des comportements favorables à la santé mentale	2023
Prévenir, limiter ou retarder l'entrée des jeunes dans les conduites addictives et réduire les risques associés	Renouvellement de la campagne (précédemment intitulée « Amis Aussi La Nuit ») visant à réduire les risques à court termes liés à la surconsommation d'alcool et de cannabis en contexte festif, et diffusion auprès de partenaires relais ciblés	Sept. 2023
	Rapport(s) de prétest et/ou posttest de la nouvelle campagne « Amis aussi la nuit »	Déc. 2023
Dispositif de marketing social de prévention des consommations de cannabis et d'aide à la diminution des usages	Constitution et animation d'une communauté en ligne en appui au développement de l'outil numérique d'aide à la diminution ou à l'arrêt du cannabis	Mars 2023
	Développement d'un outil numérique d'aide à la diminution ou à l'arrêt du cannabis (projet piloté par la DADP : cf. fiche projet dédiée)	Juin 2023
Dispositif de marketing social relatif aux jeux d'argent et de hasard	Rapport d'évaluation de la campagne de prévention 2022 sur les risques associés aux paris sportifs	Mars 2023
	Rediffusion de la campagne de prévention sur les risques associés aux paris sportifs	Mai 2023

	Rapport d'évaluation de la rediffusion de la campagne de prévention en 2023 sur les risques associés aux paris sportifs	Oct. 2023
Dispositif de marketing social en santé sexuelle à destination des adolescents	Mise en ligne du nouveau site OnSEXprime	Fév. 2023
	Brochure OnSEXprime	Sept. 2023
	Campagne de promotion du dispositif	Sept. 2023
	Dossier <i>La santé en action</i>	Sept. 2023
	Fil rouge Réseaux sociaux	Déc. 2023
	Protocole d'évaluation du dispositif	Déc. 2023
Favoriser la pratique d'activité physique et limiter la sédentarité des jeunes	Diffusion de la 2 ^e édition du dispositif de marketing social « faire bouger les ados »	Sept. 2023
	Bilan de la 1 ^{re} diffusion du dispositif de marketing social « faire bouger les ados » (Volet Parents)	Déc. 2023
	Bilan national du déploiement Icaps par le centre national d'appui au déploiement du programme	Sept. 2023
Promouvoir la santé au sein des clubs de sports - test pilote et test d'efficacité et des conditions d'efficacité (processus) de l'accompagnement	Webinaire fin de MOOC	Janv. 2023
	Évaluation de l'efficacité de l'accompagnement	Nov. 2023
Mener des actions de plaidoyer en faveur de mesures réglementaires pour l'encadrement du marketing des produits gras, sucrés, salés mené en direction des enfants et des adolescents	Participation à l'action conjointe Nutrition 2020-2023 et au WP sur l'encadrement du marketing en direction des enfants en vue d'élaborer un cadre d'intervention européen	Sept. 2023
	Cahier des charges pour le renouvellement du marché de suivi des investissements publicitaires et suivi de la procédure	Janv. 2023
	Étude sur l'exposition des enfants et adolescents aux communications commerciales sur Internet suite au renouvellement du marché et selon les avancées technologiques sur ce sujet	Déc. 2023

Objectif 3. Avancer en âge en santé

Accès à la prévention et aux soins des personnes migrantes	Guide pour les professionnels COMEDE	Mars 2023
	Actualisation des livrets de santé bilingues	2024
	Emissions et vidéos hebdomadaires en partenariat avec Africa Radio	2023
Améliorer la qualité et la quantité de sommeil des Français pour prévenir des maladies non transmissibles	Contenus sur le site santé 40 et +	Mai 2023
Améliorer la qualité nutritionnelle de l'offre alimentaire à travers le déploiement du Nutri-Score	Poursuite du soutien au déploiement du Nutri-Score en France notamment dans le cadre de la révision de l'algorithme	Toute l'année
	Poursuite du soutien au déploiement du Nutri-Score en Europe (comité de pilotage, scientifique, technique)	Toute l'année
	Rapport d'étude sur les perceptions détaillées du Nutri-Score par les consommateurs	Déc. 2023

Renforcer les compétences de la population générale (adulte) en matière de nutrition	Poursuite de la refonte de mangerbouger.fr, de la fabrique à menus, animation du site	Toute l'année
	Renouvellement du marché de communication et suivi de l'appel d'offre	Juin 2023
	Appui à la révision du dispositif des messages sanitaires dans le cadre du PNNS 4 et leur diffusion	2 ^e semestre 2023
Campagne d'information sur l'antibiorésistance pour le grand public et les professionnels de santé et de la petite enfance	Sous couvert des résultats d'enquêtes, campagne de sensibilisation à l'antibiorésistance	Janv. 2025
Communication et marketing social pour la promotion de la santé mentale et la prévention des troubles psychiques	Campagne de repérage des signes d'alerte de troubles et/ou de souffrance psychiques	1 ^{er} semestre 2024
	Mise à disposition d'un site internet dédié à la santé mentale	1 ^{er} semestre 2025
	Campagne de promotion des comportements favorables à la santé mentale	1 ^{er} semestre 2025
Enquête sur les représentations, besoins et pratiques du grand public en santé mentale	Rapport enquête qualitative	Mars 2023
	Rapport enquête quantitative	Juin 2023
Mobilisation des parties prenantes du programme populationnel « Avancer en âge en santé »	Outils pour les professionnels	Mars 2023
	Dossier central « La santé en action »	Avril 2023
Site internet santé 40 ans et +	V1 du site	Mai 2023
	Campagne de promotion du site	Juin 2023
Dispositif de marketing social visant à inciter et aider les consommateurs à diminuer leur consommation d'alcool	Diffusion d'une nouvelle campagne de marketing social portant sur la prévention des risques associés aux consommations d'alcool et diffusion auprès de partenaires relais	Avril 2023
	Poursuite du projet de refonte du site Alcool info service visant à améliorer l'expérience utilisateurs et à adapter le site aux besoins d'aide et d'accompagnement de ces publics cibles, incluant l'optimisation de l'alcoomètre	Septembre 2023
	Diffusion d'un fil rouge annuel de débanalisation de l'alcool avec : une première action de prévention en début d'année 2023, rediffusée en décembre 2024 interpellant sur les dangers de l'alcool, une seconde action poursuivant la pédagogie des risques associés à l'alcool suite à la campagne de marketing social et, le développement d'une communication quotidienne via les réseaux sociaux d'Alcool-Info-service, dès la réalisation de la refonte du site	Décembre 2023
	Rapport de posttest quantitatif de la campagne alcool du printemps 2023	Juillet 2023

	Évaluation de l'efficacité de la campagne alcool (premiers résultats, relatifs aux premières vagues de mesures)	Déc. 2023
	Rapport des évaluations de la campagne fil rouge	Déc. 2023
	Rapport d'étude : sollicitation d'une communauté en ligne pour construire le site alcool-info-service	Sept. 2023
	Bilan du recours à l'alcoomètre	Sept. 2023
	Animation d'un réseau d'experts européens sur le marketing social et organisation d'une visite d'étude d'experts européens sur le thème du marketing social et de l'alcool, en lien avec le réseau EuroHealthNet	Juin 2023
Dispositif de marketing social visant à inciter et aider les fumeurs à arrêter de fumer	Campagne d'incitation à l'arrêt du tabac à l'attention des fumeurs les plus défavorisés au niveau socio-économique et diffusion auprès de partenaires relais	Mars 2023
	Campagne de renforcement de la dénormalisation du tabagisme et diffusion auprès de partenaires relais	Mai 2023
	Rapports d'évaluation de Mois sans tabac 2022 (post-tests quantitatif et qualitatif, données d'inscription et de recours à TIS au niveau national et régional)	Juin 2023
	Campagne Mois sans tabac 2023	Oct. 2023
	Fil rouge de promotion des outils TIS auprès du grand public fumeur et diffusion auprès de partenaires relais	Mars 2023
	Rapport d'expérimentation d'une intervention de prise en charge du tabagisme par les professionnels de santé, mobilisant les sciences comportementales	Déc. 2023
	Dispositif Employeurs pour la santé (volet Tabac) : promotion et évaluation d'un site hébergeant outils et services à l'attention des employeurs.	Déc. 2023
	Post-test de l'application mobile Tabac info service	Déc. 2023
Plaidoyer en faveur des interventions probantes de politique publique de prévention des consommations nocives d'alcool	Article BEH sur la notoriété de l'opération Dry January / le Défi de janvier en 2020 et 2021, d'après les données du Baromètre Santé 2020 et 2021	Sept. 2023
Plaidoyer en faveur des interventions probantes de politique publique de prévention du tabagisme	Knowledge Hub tabac : portail web en partenariat avec l'OMS	En cours jusqu'à 2027
	Évaluation médico économique des politiques publiques antitabac, incluant l'opération Mois sans tabac (contrat collaboration OCDE).	Mars 2023
	Participation à la deuxième Joint action européenne sur le tabac aux côtés de l'Anses, de l'INCa et de la DGS	Mars 2024
Suivi et promotion de la vaccination	Maintien à jour de Vaccination Info Service	Toute l'année

Poursuivre la mise en place et évaluer la stratégie de prévention en santé environnement au sein de l'agence	Mise en place d'un dispositif de prévention des fortes chaleurs	Juin 2023
	Maintien à jour des sites populationnels	Toute l'année
	Enquête sur les déterminants d'accès aux soins pour canicule	2 ^e sem. 2023
Revue de littérature et cartographie des acteurs sur les interventions efficaces menées en milieu professionnel pour réduire la sédentarité en milieu tertiaire	Publication rapport	Janv. 2023
	Publication d'une synthèse illustrée	Déc. 2023
Santé sexuelle	Dispositif de marketing social en santé sexuelle auprès du grand public :	
	- campagne « Semaine de la santé sexuelle » ; - campagne 1 ^{er} décembre, brochure	Juin 2023 Déc. 2023
	Dispositif de marketing social en santé sexuelle à destination des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes : mise à jour « Sexe entre hommes » ; fil rouge réseau sociaux, élaboration d'une évaluation du dispositif	
Surveillance comportementale des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes	Valorisation des 1 ^{ers} résultats ERAS 2023	Nov. 2023
	Article « Après trois éditions, quels enseignements méthodologiques ? »	Juin 2023

Inégalités sociales et territoriales de santé

En France, l'état de santé de la population est marqué par un paradoxe : un bon état de santé en moyenne, mais des inégalités de santé importantes dès l'enfance et tout au long de la vie. L'épidémie de Covid-19, en frappant plus durement en termes de mortalité et morbidité, les populations déjà fragilisées par des inégalités sociales préexistantes a souligné l'importance de prendre en compte les déterminants sociaux et structurels de santé.

Les inégalités de santé sont des « différences systématiques, évitables et importantes dans le domaine de la santé » observées entre des groupes sociaux. Elles résultent d'une inégalité de distribution d'une multitude de déterminants sociaux tels que le genre, le pays de naissance, la composition familiale, le revenu, la scolarité, le métier, le soutien social, mais aussi d'autres déterminants plus structurels, telles que les politiques sociales. Les déterminants dits « structurels » réfèrent aux structures politiques, culturelles, économiques et sociales ; Ils génèrent et renforcent la stratification sociale basée sur la position socioéconomique, qui façonne les conditions de vie déterminant l'état de santé, comme l'éducation, le travail, le revenu, la protection sociale, le soutien social, le logement, l'environnement et l'accès aux systèmes de santé.

Cette perspective met en lumière la nécessité de comprendre ces mécanismes en œuvre afin de développer et déployer des interventions probantes dans une logique d'équité en santé qui repose sur des principes de justice sociale et de proportionnalité. Elle implique l'idée que les ressources permettant d'améliorer la santé des individus doivent être distribuées et ajustées aux besoins de chacun. C'est dans cette optique que plusieurs travaux ont été initiés en 2022 auprès des populations les plus vulnérables :

- la démarche de mobilisation des connaissances (MobCo), mise en place dans le contexte de Covid dans l'objectif de s'appuyer à la fois sur les savoirs issus de la recherche et les savoirs et expériences des acteurs œuvrant dans le domaine de la lutte contre la précarité et l'exclusion pour répondre aux besoins des personnes en situation de grande précarité durant la crise a été poursuivie, notamment par le partenariat de recherche avec Médecins sans Frontières et l'université de Bordeaux qui a permis le suivi de la couverture vaccinale et les conditions du recours à la vaccination par ces populations dont les analyses sont en voie de finalisation. Un partenariat est en cours avec le SSESTIM en région PACA ;
- la littératie en santé qui s'est poursuivie dans le cadre du dispositif de communication, issu des travaux de MobCo sur la vaccination Covid-19 pour les plus démunis, et alimenté ensuite avec Monkeypox avec une liste de diffusion adaptée aux travailleurs sociaux et aux professionnels travaillant auprès de ces populations ;
- le recours à la médiation en santé instauré dans le plan de lutte mis en place par certaines ARS (Nouvelle-Aquitaine, PACA...) offre des perspectives opérationnelles favorables à une meilleure prise en compte des populations les plus éloignées du système de santé. Dans cette optique, le partenariat mis en œuvre par l'agence avec la recherche a permis de disposer d'un cadre conceptuel des conditions d'efficacité de la médiation en santé, susceptible de favoriser le recours à la prévention et aux soins de ces populations.

Enfin, les études spécifiques mises en place pour mesurer la dynamique de l'épidémie (taux d'infection, de positivité, de dépistage) et de la mortalité (toutes causes et causes COVID) selon la défavorisation sociale ont été poursuivis.

Dans cette perspective, un premier kit sur la position sociale des individus sera intégré au baromètre santé mis en œuvre par l'agence. Des travaux sur l'intégration des inégalités environnementales et sociales de santé ont été menés en partenariat avec la recherche et ont permis la construction d'un score de cumul de vulnérabilité sociale et environnementale, décliné à une échelle territoriale fine sur la région Nouvelle Aquitaine et qui pourra être déployé sur l'ensemble du territoire.

Concernant l'axe petite enfance, une attention particulière a été apportée à la santé mentale des enfants les plus vulnérables, notamment par un travail de construction scientifique pour nourrir un plaidoyer porté par l'Unicef et le Samu Social de Paris auprès des députés en octobre 2022.

La mise en œuvre de cet enjeu se déclinera en 3 axes, qui ont des convergences avec l'ensemble des enjeux portés par l'agence. Il s'agit notamment de mieux comprendre les inégalités sociales de santé par la production d'indicateurs sociaux et environnementaux en population générale, et par des études en populations vulnérables ; de s'assurer que les actions de promotion de la santé soient efficaces pour les personnes les plus défavorisées en population générale et pour les personnes les plus éloignées du système de santé et de s'assurer que les personnes les plus défavorisées soient prises en compte dans les situations de crise sanitaire.

Objectif 1. Meilleure compréhension des ISTS : indicateurs sociaux et environnementaux et études en populations vulnérables

Santé publique France déploie un travail sur les indicateurs aux inégalités sociales et territoriales de santé, en étroite collaboration avec les équipes de recherche, les acteurs associatifs et les politiques publiques. Il a un double objectif : mieux mesurer et comprendre les effets des inégalités sociales de santé sur la santé et mettre à disposition des acteurs des outils permettant de les réduire et proposer des actions efficaces. Notre action vise à intégrer les déterminants structurels et sociaux dans nos programmes de surveillance, nos enquêtes et nos évaluations afin de mieux comprendre les inégalités de santé et les vulnérabilités territoriales, renforcer le suivi des inégalités sanitaires et territoriales et promouvoir des actions fondées sur des preuves pour réduire les inégalités.

Développement d'indicateurs visant à une meilleure intégration des principaux déterminants sociaux de la santé dans les actions mises en œuvre par SpF	Kit ISTS pour le Baromètre Pilote (position sociale, sexe, origines géographique, emploi, revenus, logement...)	Jan. 2023
	Fiches variables par chaque sous-groupe (chaque déterminant)	Jan. 2023

Développement d'indicateurs visant à une meilleure intégration des principaux déterminants sociaux de la santé dans les actions mises en œuvre par SpF	Validation des indicateurs	Janvier 2023
	Étude déterminants sociaux de l'incidence de la tuberculose	Février 2023
	Revue sur les déterminants utilisés dans les système de surveillance	Janvier 2023
	Note Synthèse et article sur l'indice défavorisation DOM	Juin 2023

Développement méthodologique d'indicateurs visant à estimer la multi-exposition environnementale à l'échelle géographique de l'IRIS	Guide méthodologique de déploiement sur d'autres régions française	Juin 2023
	Analyse de l'accumulation de facteurs de vulnérabilité sociale et environnementales dans une population éloignée du système de santé	Mars 2023
	Prise en compte des ISS dans l'évaluation quantitative des impacts sanitaires liés à une intervention de réduction de la pollution de l'air (la population d'étude sera les nouveau-nés et le jeunes enfants)	Novembre 2023

Étude des associations entre le désavantage socio-économique territorial et individuel et la morbidité, mortalité maternelle et des nouveau-nés et ses mécanismes d'action	Article. Création d'un nouvel indice de désavantage social en santé périnatale	Juin 2023
	Article. Effet médiateur potentiel de la littératie en santé sur la relation entre les inégalités sociales de santé et la survenue de la prématurité	Déc. 2023
	Article. Indicateurs de précarité dans les DROMs à partir des données de l'ENP	Déc 2023

Surveillance de la santé des personnes sans emploi	Protocole sur les études de mortalité et morbidité proposées à partir de l'EDP santé	Mars 2023
Surveillance des inégalités sociales et territoriales de santé dans le domaine du diabète	Article international sur la dynamique du diabète selon les ISS	Janv. 2023

Objectif 2. S'assurer que les actions de promotion de la santé soient efficaces pour les personnes les plus défavorisées et les plus éloignées du système de santé (médiation en santé, littératie)

La médiation en santé est un levier d'action prometteur de lutte contre les inégalités de recours aux soins et de prévention, qui se définit comme un processus temporaire de « l'aller vers » les populations, les professionnels du secteur sanitaire, sociales et les institutions et du « faire avec » les personnes dans une logique d'empowerment.

Portée essentiellement par le monde associatif (MDM) depuis 2005 auprès des populations Roms, elle a été élargie à d'autres populations et se structure autour du plan national de médiation en santé depuis 2013. Suite à la loi de modernisation du système de santé de 2016, elle a été redéfinie par un cadre de référentiel de compétences, formations et bonnes pratiques de la HAS et figure actuellement dans certains programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins des plus démunis (PRAPS). Son objectif est de promouvoir l'équité en santé en favorisant le retour vers le droit commun, à la prévention et aux soins, via le développement de l'autonomie et la capacité d'agir des personnes d'une part et de la prise en compte, par les acteurs de la santé, des spécificités de ces populations d'autre part.

Projet : s'appuyer sur un cadre conceptuel développé par les équipes de recherche	Article sur les mécanismes activant le recours aux soins des populations éloignées du système de santé et Cadre méthode de l'évaluation de la médiation en santé	Sept. 2022
	Protocole d'évaluation des interventions de médiateurs pairs (CASE Nouvelle Aquitaine)	Sept. 2023

Projet de portage d'un AAP sur l'évaluation de la médiation en santé avec l'assurance maladie, financement de projets (FNES) et du Plan national de médiation en santé (FNASSAT)	Cahier des charges à rédiger avec l'assurance maladie	Juin 2023
	Rédaction de fiches outils du numérique au service de la médiation en santé porté par la FNES pour les acteurs	
PANJO 3 : test de déploiement de l'intervention optimisée PANJO	Monitoring du déploiement des interventions PANJO 3	2023
	Implantation d'interventions PANJO 3 dans 2 nouveaux territoires	2023

Constitution d'une base de données nationale de patients suicidants pris en charge par le dispositif de prévention de la récurrence suicidaire, Vigilans et production d'indicateurs de suivi (monitoring)	Base de données nationale Vigilans	Juil. 2023
---	------------------------------------	------------

Objectif 3. S'assurer que les personnes les plus défavorisées soient prises en compte y compris lors des situations de crise (MobCo)

La mobilisation des connaissances vise à influencer les politiques publiques ainsi que la gestion et la pratique des services de santé. La démarche consiste à rassembler les savoirs « théoriques » des chercheurs et les savoirs « expérientiels » des acteurs via une démarche participative et « evidence-based » afin de faciliter le développement de nouveaux savoirs intégrés. Ceci nécessite que les organisateurs aient des expertises dans trois domaines clés : 1) le recueil des indicateurs pertinents, 2) la promotion des interventions probantes et 3) la capacité à influencer les politiques de santé publique. A cet effet, les organisateurs s'appuient sur un réseau collectif d'acteurs, institutions et chercheurs pour identifier des problématiques prioritaires et pour structurer et opérationnaliser conjointement la démarche. Par ses principes fondateurs, Santé publique France est positionnée à l'intersection des acteurs décisionnels, des acteurs du terrain et les chercheurs avec une expertise dans la surveillance de l'état de santé des populations, la prévention et de l'éducation pour la santé ; et le lancement de l'alerte sanitaire.

Projet : développement d'indicateur pour évaluer le processus de co-construction dans le cadre de MobCo	Analyses qualitatives des indicateurs	Janvier 2023
	Intégration de l'indicateur dans l'évaluation du processus au niveau national (MobCo3)	Mars 2023
	Test de l'indicateur au niveau régional (NAq)	2023

Thématique : l'adhérence vaccinale auprès des populations défavorisées à l'ère de la crise Covid	MobCo 3 Webinaire. Quel impact de la crise Covid sur la vaccination auprès des populations défavorisées ?	Mars. 2023
	Note au décideur. Faciliter l'adhésion vaccinale chez les personnes précaires	Avril 2023
	Rapport Méthode. Recommandations pour faciliter l'adhésion vaccinale chez les personnes précaires	Mai 2023
Projet : cartographie des parties prenantes	Guide. Comment cartographier les parties prenantes autour des populations défavorisées	Janv. 2023
	Analyses des parties prenantes au niveau national	Juillet 2023

Activités transversales en soutien de la programmation scientifique de l'agence

En soutien des six enjeux thématiques de sa programmation, l'agence mobilise un ensemble de fonctions et activités support ou transversales.

Cet ensemble de fonctions vient également en appui de sa production scientifique et de sa mission d'expertise en santé publique en appui à la décision.

Les activités qui découlent de ces fonctions transversales sont des activités stratégiques pour le bon déroulement des missions de l'agence ; elles contribuent de façon essentielle à sa capacité de mobilisation et d'expression de ses positions et recommandations aux niveaux national et international. Seules quelques-unes sont présentées ci-dessous.

Les collaborations européennes et internationales

L'agence porte au niveau européen et international une vision de la santé publique visant à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé qui s'incarne de différentes façons :

1. En contribuant à **l'élaboration des positions françaises dans le domaine de la santé publique et de la sécurité sanitaire** à la demande du Ministère en charge de la santé,
2. En **s'engageant activement dans les instances de l'ECDC et de HERA**. Depuis la création de l'agence (2005), le Directeur Général de l'agence représente la France au Conseil d'administration de l'ECDC et le Directeur des Maladies Infectieuses représente la France au Forum Consultatif de l'ECDC. La Directrice générale est membre du Forum Consultatif de HERA depuis sa mise en place (2022) et était membre du groupe d'experts haut niveau avant la création d'HERA (2021) sur proposition du Ministère en charge de la santé.
3. En **contribuant à l'ensemble des activités de l'ECDC dans le champ de la surveillance et du contrôle des maladies infectieuses**, et tout particulièrement depuis le début de la pandémie.
4. En contribuant à des **projets financés par la Commission Européenne** et les agences de l'UE
5. En **participant à des travaux scientifiques**, techniques, et d'expertise portés par l'OMS, la Commission Européenne, et les agences de l'UE
6. En **s'engageant sur le long terme auprès de IANPHI dont l'agence assure le secrétariat ainsi qu'auprès d'associations)** en contribuant à leurs travaux pour soutenir le renforcement des capacités de santé publique aussi bien au niveau des pays qu'au niveau mondial.

Les activités européennes et internationales se poursuivront en 2023 dans un nouveau contexte où l'ECDC mettra progressivement en œuvre les activités liées à son nouveau mandat⁴ et au nouveau règlement relatif aux menaces transfrontalières graves pour la santé⁵.

Dans ce contexte, la participation active de l'agence aux instances de l'ECDC et de HERA revêt donc une importance particulière dans les domaines de l'anticipation des menaces, la digitalisation des systèmes de veille et de surveillance, le développement de la surveillance intégrée des infections respiratoires aiguës et de la surveillance génomique, la préparation et

⁴ <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/PE-82-2021-INIT/fr/pdf>

⁵ <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/PE-40-2022-INIT/fr/pdf>

la réponse aux urgences sanitaires. Certaines de ces activités s'insèrent également dans des projets financés par le programme EU4Health.

Ainsi, l'agence participe à plusieurs actions conjointes parmi lesquelles l'action conjointe sur la surveillance intégrée lancée en 2022, et d'autres lancées les années précédentes. L'agence a également prévu de participer à des actions conjointes qui vont être reconduites, notamment celle sur l'antibiorésistance (JAMRAI2), et elle se prépare également à répondre à plusieurs projets dans le cadre de l'appel à projets EU4health 2023.

Le ministère de la santé et de la prévention a initié un plan de mobilisation des acteurs français pour répondre au programme EU4health auquel Santé publique France a participé activement. L'agence souhaite ainsi renforcer sa participation dans EU4Health et accroître sa capacité à répondre aux appels à projets, en particulier pour les actions conjointes et ce dans l'ensemble des domaines de travail de l'agence. Les nouvelles modalités de financement mises en place par le programme au travers des financements directs (*direct grants*) dédiés aux États Membres pour renforcer leurs capacités nationales devraient faciliter l'implication de Santé publique France et de ses partenaires, comme cela a été le cas pour le renforcement des capacités de séquençage.

En ce qui concerne, Horizon Europe l'agence est fortement engagée dans le projet européen PARC coordonné par l'Anses, et lancé en 2022 pour 7 ans ; l'agence coordonne un des Work Packages dont l'objectif global est la surveillance des substances chimiques à la fois chez l'homme et dans l'environnement, en considérant différentes sources d'exposition et différentes voies d'exposition. Santé publique France est également le contact principal du Hub Français constitué pour le projet PARC et est donc chargée de coordonner les échanges avec l'ensemble des parties prenantes. Santé publique France est également membre de la gouvernance du projet.

L'agence poursuivra son engagement au sein de IANPHI (l'association internationale des instituts de santé publique) pour porter dans les instances internationales le renforcement nécessaire des systèmes de santé publique, des capacités nationales en santé publique et des instituts ou agences nationales dans le monde, et pour une plus grande utilisation des référentiels internationaux relatifs aux fonctions essentielles de santé publique au niveau national alors que dans de nombreux pays les systèmes de santé et organisations évoluent, dans les suites de la pandémie, pour améliorer leur préparation à la réponse aux crises sanitaires.

À noter, que l'agence présidera en 2023 le comité permanent de IANPHI sur le changement climatique et la santé.

Enfin, l'agence poursuivra son implication, en lien avec la DGS, dans la conception opérationnelle du nouveau processus de revue périodique universelle de la santé et la préparation aux urgences (*UHPR, Universal Health and Preparedness Review*) par sa participation au groupe technique consultatif (*TAG, technical advisory group*) présenté par l'OMS à l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2022.

Le renforcement de l'interaction de Santé publique France avec la recherche

Les stratégies scientifiques en santé publique nécessitent une structuration et une articulation plus marquée de la recherche, de l'expertise et de la formation, en particulier pour répondre à la nécessité de connecter fortement la surveillance, la prévention et la promotion de la santé avec la recherche et l'innovation.

Pour y parvenir, Santé publique France souhaite développer en 2023 avec les acteurs de la recherche et des agences sanitaires, un agenda stratégique de recherche appliquée en santé des populations qui couvrira l'ensemble du continuum des missions de Santé publique France. L'agence a déjà déployé diverses modalités d'interface avec la recherche qu'elle entend ainsi amplifier en 2023 en particulier sur la modélisation épidémique.

Pour cela, Santé publique France s'appuiera sur son expérience des partenariats avec des équipes de recherche depuis de nombreuses années, sur l'expérience du consortium Emergen⁶ pour renforcer les capacités de détection et d'évolution temporelle des variants du SARS-CoV-2, sur l'accord-cadre conclu en 2022 avec l'INSERM et sur le renforcement de son implication depuis 2019 au sein de du GIS IReSP⁷ en devenant membre et en accroissant sa contribution financière à l'appel à projets SIP « services, interventions et politiques favorables à la santé ».

Dans un second temps, l'agence pourra identifier dans les domaines pour lesquels l'exploitation des données qu'elle produit par la recherche pourrait lui être particulièrement utile.

Cette réflexion initiée en fin d'année 2022 avec le Conseil scientifique de l'agence se poursuivra en 2023 sur la base de la définition des priorités qui a été établie. 2023 permettra d'identifier les leviers et modalités qui permettront d'y répondre en s'appuyant éventuellement sur des appels à projets en vue de créer des partenariats avec des équipes de recherche, avec des infrastructures de recherche et sur l'accueil de chercheurs à Santé publique France, en particulier des hospitalo-universitaires comme préconisé dans des rapports récents, notamment le rapport Pittet. Celui-ci recommande ainsi de doter l'agence d'une capacité à financer par appel à projets la recherche en santé publique en appui des besoins en matière d'expertise et de lui donner les moyens d'orienter les projets de recherche de santé publique.

La communication et le renforcement de l'ouverture et du dialogue avec la société, la population et les parties prenantes

La stratégie de l'agence consiste à :

- remplir au jour le jour sa mission d'information, de vulgarisation et de diffusion d'informations fiables et de référence favorables à la santé tout en installant sa visibilité ;
- promouvoir auprès du plus grand nombre les recommandations et outils visant à favoriser des environnements favorables à la santé, en s'appuyant sur le continuum des activités de l'agence ;
- s'inscrire pleinement dans sa mission d'appui aux décisions et politiques publiques à l'échelon national et territorial

Dans le cadre d'une démarche intégrée, les actions réalisées seront ainsi portées et mises en cohérence aux frontières des périmètres institutionnels de promotion de comportements

⁶ <https://www.santepubliquefrance.fr/dossiers/coronavirus-covid-19/consortium-emergen>

⁷ IRESP : Institut pour la Recherche en Santé Publique

individuels et collectifs favorables à la santé. C'est notamment le cas sur la thématique de la prévention des risques sanitaires ou naturels où des partenariats vont être poursuivis et développés avec des agences et institutions tels que l'Ademe, Météo France, l'IRSN, l'Inca, l'Anses, afin de mieux coordonner et développer les synergies et actions de communication concertées dans un objectif d'efficacité accrue dans la diffusion et l'appropriation des messages auprès de la population.

En 2023, l'agence poursuivra la refonte de son site internet qui constitue un outil stratégique lui permettant d'assurer sa mission d'information auprès du public, de la communauté scientifique et des parties prenantes.

Elle développera sa stratégie de diffusion des outils et dispositifs de prévention et promotion de la santé, via des emailing et acheminements de brochures, affiches, outils, etc., auprès des professionnels de santé et des acteurs locaux – collectivités, PMI, cabinets médicaux, pharmacies (plus d'une soixantaine par an).

Ses publications (newsletters, magazine *La Santé en action*, *Le Point sur*, les *Bulletins épidémiologiques hebdomadaires*, *Bulletins de santé publique...*) sont distribuées à un public dont la diversification se poursuit en élargissant les cibles via des actions de valorisation.

L'agence poursuivra ses rendez-vous réguliers de décryptage scientifique avec les médias, ce qui contribue au renforcement de son porte-parolat, en coordination avec ses partenaires pour une bonne lisibilité de la parole publique.

Elle poursuivra également le développement de ses actions de valorisation au travers des événements qu'elle organise ou auxquels elle participe (Journées nationales de Santé publique France, colloque et séminaires scientifiques...).

Enfin, cette stratégie sera déclinée à l'échelon des régions en s'appuyant sur les cellules régionales pour répondre aux besoins spécifiques liés aux activités de Santé publique France en région.

Cette stratégie s'inscrit également dans les principes de la charte d'ouverture de l'expertise à la société. Son application par l'agence se traduit en particulier par les travaux menés au sein de ses instances (en particulier le Comité d'orientation et de dialogue) ainsi que dans le cadre de l'ouverture de ses travaux à la société. Les activités conduites dans ce cadre visent notamment à ancrer au sein de l'agence des processus de travail ouverts aux questionnements et aux contributions des parties prenantes et entretenir avec les principaux acteurs de la société civile des processus d'échanges d'information et de dialogue mutuellement constructif.

En 2022, à la suite d'un bilan des pratiques et expériences de l'agence (2016-2021), un plan d'action va permettre en 2023 de développer trois axes visant à implanter les démarches de dialogue dans les processus de travail de l'agence :

- la formalisation de la stratégie d'ouverture et de dialogue visant à développer des approches intersectorielles ;
- un dispositif d'animation interne permettant le recensement et le partage d'expérience et des pratiques, le recueil des besoins de formation, l'évaluation des actions entreprises, en accordant dans un premier temps une priorité à l'accompagnement du niveau local ;
- la capitalisation de bonnes pratiques en matière de démarche participative au niveau local avec la constitution d'une « boîte à outils » particulièrement utile aux équipes de Santé publique France en région.

Le comité d'orientation et de dialogue sera sollicité pour apporter son concours dans la définition de la stratégie d'ouverture de l'agence à la société. Il poursuivra les travaux engagés depuis le début de sa mandature en particulier sur l'identification des relais de l'agence à mobiliser (personnes, professionnels, structures (collectivités, associations...) afin que les messages et outils de Santé publique France parcourent efficacement le dernier km vers le bénéficiaire, ainsi que modalités nouvelles de diffusion de messages.

Le déploiement d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et le développement de formations transverses

Santé publique France s'engage, dans le cadre de ses orientations stratégiques 2030 dans une démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences afin de mieux faire face aux évolutions de son environnement, des besoins de santé publique, des métiers exercés pour la réalisation de ses missions ainsi qu'aux besoins de continuité tout en favorisant les parcours professionnels des agents. L'ensemble des actions de cette démarche transversale pourront constituer autant d'outils contribuant notamment à mettre en avant l'identité de l'agence dans son écosystème, prévoir et anticiper les changements, identifier des compétences stratégiques, favoriser les mobilités professionnelles, disposer d'outils d'aide à la décision et priorisation pour les recrutements, la formation, optimiser les organisations du travail, assurer la continuité de service, fidéliser les talents.

L'agence met également l'accent, au titre de la formation sur les compétences transverses, sur un plan de formation dédié au développement d'une culture managériale commune comportant trois volets : sur les compétences attendues des nouveaux managers, sur le maintien et le développement des compétences managériales ainsi que sur l'analyse de pratiques dans une démarche d'échanges.

La formation scientifique en santé publique et le développement des compétences collectives en santé publique

Santé publique France met l'accent depuis de nombreuses années sur le développement des compétences en santé publique de son personnel, et des membres du réseau national de santé publique. Elle s'appuie pour cela sur des partenaires comme l'EHESP et l'Isped, sur les formations délivrées par l'ECDC, et bien sûr sur les besoins et expériences de son personnel puisque les formations scientifiques sont développées à partir d'études de cas rencontrées à l'agence et du partage d'expériences de terrain en complément des aspects conceptuels et théoriques.

Le développement d'une culture partagée en santé publique pour ce qui est des missions de l'agence aussi bien en interne qu'avec les partenaires de l'agence se traduit :

- par le renforcement des compétences collectives du personnel de l'agence dans le champ de la veille et de la surveillance, de la protection des populations et de l'amélioration de leur état de santé;
- par la dissémination au sein de l'agence de référentiels et guides, de bonnes pratiques pour faciliter la mise en œuvre de processus internes relatifs à l'intégrité scientifique, à l'éthique appliquée à la santé des populations, à la déclinaison opérationnelle des principes d'intégrité scientifique et de la charte de l'expertise sanitaire, aux démarches participatives et à l'ouverture et au dialogue avec la société et les parties prenantes ;
- par des actions de formations visant spécifiquement les membres du réseau de santé publique par le soutien au programme de formation EPIET de l'ECDC, l'agence accueille et supervise stagiaires EPIET, contribuant ainsi à la formation des épidémiologistes de terrain en Europe.

Le renforcement de l'implantation de l'éthique en santé publique dans les projets et activités de l'agence

Dans le contexte de la pandémie, les mesures prises ont mis en lumière de nombreux questionnements éthiques, conduisant notamment le CCNE à rendre un avis, l'avis 137 « Éthique et santé publique ». C'est ainsi que deux projets, étroitement liés, ont été initiés par l'agence en 2022 et se poursuivront en 2023.

D'une part le développement d'outils ou d'un guide à destination des agents pour faciliter l'analyse éthique de leurs projets à l'instar de ce qui existe à l'INSPQ et aux CDC aux États-Unis.

D'une part l'organisation d'un séminaire « Éthique en santé publique - Enjeux éthiques dans la mise en œuvre des missions de Santé Publique France ». Ce séminaire construit autour de trois ateliers et d'un séminaire de synthèse rassemblera des scientifiques de l'agence et des membres des instances de l'agence (CS, CED, COD), des membres du CCNE et d'espaces éthiques régionaux, des spécialistes en santé publique et en éthique extérieure à Santé publique France, des participants venant d'autres agences de santé publique y compris à l'étranger. Ce séminaire fait suite à celui organisé par le CED lors des Rencontres de Santé publique France de 2019.

Cette initiative est conçue comme une opportunité de développer des relations plus étroites avec le CCNE, partager les réflexions de l'agence dans le domaine de l'éthique en santé publique avec d'autres agences et professionnels de santé publique et pour faciliter l'intégration de l'éthique appliquée dans les productions scientifiques et livrables d'expertise d'une agence dont la mission est l'aide à la décision en santé publique.

Citation suggérée : Programme de travail 2023. Santé publique France. Saint-Maurice : Santé publique France, 2022. 60 p.
Disponible à partir de l'URL : www.santepubliquefrance.fr

ISSN : EN COURS / ISBN-NET 979-10-289-0818-8 / RÉALISÉ PAR LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION,
SANTÉ PUBLIQUE FRANCE / DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2023